



W
28
(9624)

Documento de Trabajo 9624

FACTEURS INERTIELS ET EFFECT DE SENTIER
("PATH DEPENDENCY") DANS L'ANALYSE THÉORIQUE
DE LA TRANSITION

. WLADIMIR ANDREFF

Noviembre, 1.996

FACULTAD DE CIENCIAS ECONOMICAS Y EMPRESARIALES
UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID
VICEDECANATO
Campus de Somosaguas. 28223 MADRID. ESPAÑA.

FACTEURS INERTIELS ET EFFECT DE SENTIER ("PATH DEPENDENCY") DANS L'ANALYSE THÉORIQUE DE LA TRANSITION*

Wladimir Andreff**

Resumen

Este trabajo de Wladimir Andreff plantea la necesidad de reflexionar sobre la validez de las estrategias de transformación aplicadas en los países del Este. Según la concepción dominante al comienzo de la transición, la determinación de un objetivo -la construcción de una economía de mercado similar a la que funciona en las economías occidentales-, la existencia de una decidida voluntad política para alcanzar ese objetivo y el desmantelamiento del sistema administrativo, garantizaban la irreversibilidad y el éxito de las reformas. Pero los resultados económicos cosechados desde finales de la década de los ochenta cuestionan la pertinencia de aquellas propuestas. El ritmo con el que se han introducido las reformas fundamentales ha sido más lento que lo que preveían los gobiernos de estos países y sus asesores, al tiempo que han aparecido numerosas y significativas "anomalías", trayectorias que no habían sido contempladas por los arquitectos del cambio sistémico. Para el autor, el fracaso de las teorías convencionales obliga a una reformulación teórica de los procesos de transición, que los examine desde su inevitable complejidad. En este contexto, uno de los aspectos que han sido inflavalorados por aquellas teorías es la influencia de la herencia legada por los sistemas administrativos. Esta herencia, y las consiguientes inercias, determinan tanto los ritmos como, también, los propios contenidos del cambio económico y político. Con esta perspectiva, Wladimir Andreff examina las principales aportaciones analíticas, y los límites, que se derivan de considerar el "efecto sendero".

Palabras clave

Transición, crisis, inercia, Este

* Una versión preliminar de este documento de trabajo ha sido presentada en el congreso organizado por la Asociación Francesa de Ciencia Económica.

** Es profesor en la Universidad de Paris 1 Panthéon Sorbonne, director de ROSES (URA D1417 CNRS) y vicepresidente de la Asociación Europea de Estudios Comparativos.

**FACTEURS INERTIELS ET EFFET DE SENTIER ("PATH DEPENDENCY")
DANS L'ANALYSE THÉORIQUE DE LA TRANSITION**

Wladimir Andreff ¹

Version provisoire ²

La transition dans laquelle se sont engagés les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), les Etats baltes, des pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie a été lourdement influencée, dans sa conception, par la théorie économique standard. La théorie de l'absorption, l'approche monétaire de la balance des paiements, la théorie des droits de propriété et un zeste de *public choice* sous-tendent les programmes du FMI, de même que les théories néo-classiques de la croissance, de l'intégration internationale et de l'ouverture à la globalisation - ou libéralisation totale des échanges - inspirent d'autres organisations internationales (Banque mondiale, OMC) impliquées dans la transition. Les conseillers économiques des premiers gouvernements post-communistes en ont souvent rajouté (Lavigne 1995b) dans le sens d'un néo-classicisme dogmatique, y compris dans tel pays pouvant se passer des concours du FMI (République tchèque). Les résultats provisoires, après six années de transition, mettent en question cette inspiration théorique, ainsi que le principe téléologique et le constructivisme qui ont présidé à la mise en oeuvre des programmes de transition standards. Timide au début de la transition, un courant d'analyses économiques alternatives s'est développé, surtout à partir du moment (1992-93) où l'assurance des promoteurs de la transition s'est mise à vaciller sous le triple effet de résultats économiques décevants comparés à ceux que les programmes avaient annoncés, du mécontentement croissant des populations concernées et des défaites électorales des réformateurs libéraux: la dernière en date, en République tchèque en juin 1996.

L'analyse économique alternative de la transition emprunte aujourd'hui des voies de réflexion variées et diffuses; elle ne saurait donc prétendre à une cohérence, à une élaboration et à une homogénéité théorique comparables à celles de la théorie néo-classique si influente au

¹ Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, directeur du ROSES (URA D1417 CNRS), vice-président de la European Association for Comparative Economic Studies (EACES).

² Il s'agit d'une version préliminaire d'un texte qui pourrait aisément être ramené à 41 000 signes, après discussion en session et correction.

début de la transition. Toutefois, quelques convergences apparaissent, d'autres sont implicites, entre ces approches se situant hors de la théorie standard. Une première convergence résulte tout simplement du repérage et de l'analyse des obstacles et des blocages à la réalisation des programmes économiques de transition mis en oeuvre. Elle conduit à déceler des facteurs de ralentissement, d'incomplétude ou d'impossibilité de certaines réformes économiques envisagées dans les pays en transition (PET). Ayant consacré plusieurs recherches à ces facteurs, nous présenterons ici une version personnelle des facteurs "inertiels" de la transition, mais qui recoupe - et doit beaucoup à - la lecture de divers travaux explicitant les contraintes qu'a rencontré le processus de transition. Ce type d'analyse vise à faire comprendre qu'un changement de système économique est un processus lent, long, difficile, coûteux, et donc beaucoup plus progressif et durable qu'une thérapie de choc visant à stabiliser rapidement l'économie ou qu'un "big bang" institutionnel. En donnant une telle temporalité à la transition, l'étude des facteurs inertiels de la transition retrouve l'analyse (comparative) des systèmes économiques. En liant les inerties à la situation de départ (l'ancien système socialiste) et en tentant d'évaluer leur incidence sur le cheminement de la transition, elle rejoint divers thèmes évolutionnistes, notamment l'effet de sentier, l'idée de trajectoires économiques variées et celle de combinaison entre des éléments de l'ancien système qui perdurent et du nouveau qui émerge. Malgré des différences encore sensibles entre l'évolutionnisme appliqué aux PET et l'analyse des facteurs inertiels de la transition, leur rapprochement peut servir d'esquisse à l'élaboration d'une théorie économique alternative de la transition post-socialiste.

1. L'histoire de la dure transition dure : la téléologie et le constructivisme en échec

1.1. La fin de la transition : quelle perspective?

Six ans après le début de la transition, celle-ci présente un *bilan* dans les économies des PECO, de l'ex-Yougoslavie, des Etats baltes et des pays de la CEI qui permet de conclure que la plupart des institutions de l'ancien système d'économie planifiée y ont disparu, mais qui interdit de conclure que la transition s'est achevée par la mise en place annoncée d'une économie de marché pleinement constituée (*a fully-fledged market economy* dans la littérature économique dominante sur le sujet). La destruction est incontestable; qu'elle soit créatrice est une réalité plus lente à s'affirmer, en tout cas plus lente que ne l'imaginaient les concepteurs de la transition. Certains doutent même de ce qu'elle ait été un tant soit peu créatrice, tels Portes et Nuti, en introduction à Portes (1993): "Il n'y a rien de Schumpeterien dans la destruction que l'on observe en Europe centrale et orientale dans la mesure où il lui manque les éléments de créativité, d'innovation et de concurrence". Dans son récent rapport (World Bank 1996), la Banque mondiale, l'un des bailleurs de fonds de la transition, conclut avec prudence: "Les risques d'un retour à l'économie planifiée sont peut-être faibles, mais une stagnation de longue période et une pauvreté croissante - résultats de politiques incohérentes et

instables - ne peuvent être exclues dans certains pays". Le même rapport estime qu'il faudra encore dix à vingt ans pour que l'Est de l'Allemagne rattrape le niveau économique du reste de l'Allemagne; cette période sera plus longue dans les PECO, ne bénéficiant pas de circonstances aussi exceptionnelles que celles créées par la réunification allemande, même s'ils parviennent à maintenir leurs forts taux de croissance actuels. Quant à la plupart des pays de la CEI, personne ne se risque à prévoir la date de leur passage définitif à l'économie de marché ou de leur rattrapage économique.

Si l'on résume le bilan de la transition, par souci de brièveté, aux réalisations en matière de libéralisation, stabilisation, privatisation, restructuration, ouverture et réinsertion dans l'économie mondiale (Andreff 1996e, Lavigne 1995), le premier constat est que le progrès dans la transition est très *inégal* entre les pays. La République tchèque et la Slovaquie sont les plus souvent mises en exergue, d'après l'ensemble de leurs performances, comme étant en avance sur les autres PET, suivies de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie et de l'Estonie. A l'autre extrémité, l'Ouzbekistan, l'Ukraine, la Belarus, l'Azerbaïdjan, le Turkmenistan, la Bosnie et le Tadjikistan présentaient, fin 1995, pour l'ensemble des aspects de la transition, les avancées les moins nettes (UNECE 1995, World Bank 1996). Un bilan honnête ne peut donc être que très mitigé, en particulier si l'on raisonne sur l'ensemble des vingt-huit pays concernés (hors Chine et Vietnam) et non sur le pays ayant les meilleures performances.

A l'*actif* du bilan, on doit verser des éléments confirmant les espoirs des premiers gouvernements post-communistes, de leurs conseillers économiques et des organisations internationales impliquées dans la transition. La désétatisation et le démantèlement des institutions économiques (plan, ministères sectoriels, etc.) de l'ancien système sont les réalisations les plus nettes. La libéralisation de l'économie - du commerce intérieur et extérieur, des prix, l'abaissement de la protection tarifaire et non tarifaire - s'est étendue à la majorité des transactions, même si quelques reculs sont observés dans plusieurs pays après 1992 (surtout en matière de protection commerciale). La plupart des pénuries ont disparu. Bien qu'à des niveaux élevés, les taux d'inflation et de chômage tendent à se stabiliser depuis 1994, alors que la croissance économique reprend dans les PECO, mais pas dans la CEI. De nouvelles législations ont été adoptées relatives au droit des sociétés, aux faillites, à l'organisation du système bancaire, à la fiscalité et à la comptabilité, à la concurrence (lois anti-trust), et des bourses de valeurs ont été créées. La privatisation des petites entreprises est plutôt un succès, mais le transfert formel de la propriété des grandes entreprises et de la terre n'est significatif que dans quelques pays seulement (Andreff 1992c, 1994b). Les restructurations industrielles et agricoles ont commencé en même temps qu'un nouveau secteur (privé) des services s'est développé rapidement. Stimulé par de fortes dévaluations initiales, le solde du commerce extérieur en devises a connu des excédents pendant les toutes premières années de la transition, et ce commerce s'est largement réorienté vers l'Ouest au détriment des anciens partenaires du CAEM. L'association

des PECO, de la Slovaquie, de l'Albanie et des Etats baltes à l'Union Européenne (UE), la candidature de certains d'entre eux à l'adhésion, le partenariat avec l'UE de plusieurs pays de la CEI institutionnalisent le retour de ces pays dans l'économie mondiale et européenne.

Le *passif* du bilan, qu'on le rapporte aux projets initiaux de transition vers l'économie de marché, aux programmes standards de stabilisation et d'ajustement (FMI, Banque mondiale) ou aux objectifs de convergence des PECO vers les économies de l'UE (Andreff 1996a, 1996g, 1996h), est important. Les taux d'inflation restent trop élevés. Après une forte récession, la reprise de la croissance a ramené les pays où elle est intervenue à leur niveau de PIB de 1989: l'écart s'est creusé avec l'Ouest. Dans les autres (CEI), un processus de sous-développement semble inévitable. Les déficits budgétaires perdurent, bien que parfois moindres (en % du PIB) que dans plusieurs pays de l'UE. Les subventions aux entreprises n'ont pas disparu (y compris sous forme d'arriérés fiscaux) et les dépenses sociales ont augmenté. Les salaires réels et l'investissement sont inférieurs à leur niveau de 1989. Malgré les privatisations, entre un tiers et neuf-dixièmes du PIB proviennent encore du secteur public, selon le PET considéré. Dans les grandes entreprises formellement privatisées, la situation la plus fréquente est un contrôle interne par le personnel et/ou les (anciens) managers, davantage incités à préserver leurs emplois et leurs salaires qu'à investir, restructurer (et licencier) ou à valoriser les actifs de la firme (Andreff 1995a, 1996f, Nuti 1995). Par conséquent, les restructurations s'en trouvent ralenties, d'autant que le coût social des premières années de la transition s'avère déjà hors de portée des financements budgétaires mobilisables. Les restructurations de l'appareil de production ont été tant retardées que la nécessité d'une politique industrielle se fait jour. Faute de restructurations suffisantes, la re-spécialisation internationale des PET ne peut se déployer dans les proportions nécessaires à améliorer leur compétitivité et leur pénétration sur les marchés occidentaux (M. & W. Andreff 1995, Andreff 1993b, Chavigny 1996). Non seulement le commerce extérieur de la plupart des PET est redevenu déficitaire depuis 1993 et leur dette extérieure est de nouveau croissante, mais l'on constate qu'ils (importent) ouvrent plus de débouchés à leurs partenaires de l'Ouest qu'ils n'en obtiennent (exportent) sur les marchés de ces derniers. Une insertion périphérique dans l'économie mondiale et européenne est déjà redoutée.

Il convient d'ajouter enfin à ce bilan des *traits inattendus* de la transition, aussi bien l'absence d'éléments requis pour former une économie de marché que l'apparition d'éléments indésirables ayant pris leur place, ou encore des vestiges de l'ancien système, dont le résultat global a pu être qualifié de "système monstrueux" (Nuti 1996). Parmi les vestiges, Nuti mentionne le maintien d'une mentalité planificatrice chez les décideurs des PET, même les libéraux, notamment une véritable planification centrale de la privatisation, en particulier dans le cas de la privatisation de masse tchèque (Andreff 1994d). Autres vestiges, le populisme consistant à soutenir que, dans le cadre de la privatisation de masse, des actifs peuvent être

obtenus sans contrepartie par tout citoyen, ou encore le maintien pendant des années d'un secteur public résiduel de taille non négligeable (Andreff 1995b). Parmi les éléments manquants, Nuti recense l'absence des institutions nécessaires au fonctionnement de l'économie de marché, d'une administration d'Etat moderne (dont fiscale) et de mécanismes de concertation. Quant aux éléments indésirables, il s'agit des comportements visant à exploiter des rentes de situation, du développement de réseaux rassemblant toutes sortes de groupes d'intérêt et de *lobbies* (Neshchadin 1995), de la fraude fiscale généralisée, et même du crime économique organisé et de la mafia.

Ainsi que le souligne Csaba (1995b), l'*insatisfaction* est grande dans les pays en transition, "l'homme de la rue a l'impression d'avoir été roulé et est désenchanté", car "le paradis capitaliste, ou même une amélioration tangible du niveau de vie, ne sont nulle part en vue". Les illusions nourries en 1989 sont perdues, les promesses ne sont pas tenues et il en résulte la disparition de perspectives claires. La situation économique difficile "semble avoir mis fin au consensus apparent réalisé pendant la lune de miel de l'après-révolution" (Wyplosz 1993). Les experts occidentaux ont perdu de leur enthousiasme en faveur des solutions néo-libérales (Szamuely 1993) et adoptent, de plus en plus, une attitude sceptique et attristée. Même Jeffrey Sachs (1995) reconnaît que "le retard de la Russie à réaliser sa stabilisation économique a profondément amoindri le soutien de la population envers les réformes". Quant à Portes (1994), il admet, après coup, que quelques-unes des coûteuses erreurs commises dans le guidage de la transformation du système auraient pu être évitées si l'on avait fait davantage appel à l'expertise locale des PET. L'idée erronée qu'un capitalisme instantané est possible a vécu (Sato 1995) de même que s'est estompée la thèse annonçant comme proche la phase ascendante de la courbe en J du processus de transition (Brada, King 1992). Ce qui est parfois nommé désormais la crise de la transition est, aussi, une crise dans la façon de penser la transition. Il est de plus en plus admis qu'un horizon de l'ordre de 25 ans est la durée sur laquelle il convient d'envisager ce qui est un profond changement de système économique, et non un simple programme de stabilisation macro-économique. La transition est donc un phénomène économique de *longue période* ³.

La transition post-socialiste étant un événement économique, politique et social d'ampleur historique, il est normal que, comme les *transitions précédentes* entre deux systèmes économiques, elle s'étale dans le temps. La transition de la société féodale à l'économie de marché capitaliste fut un processus séculaire en Europe (Braudel, Dobb 1971) et dura tout de même

³ Nous écrivions : "Les économistes optimistes et libéraux avaient sans doute négligé de prévoir que si l'on peut renverser un régime politique faiblement légitime en quelques heures, organiser des élections démocratiques en quelques semaines, et stabiliser l'économie en quelques mois, il n'est pas possible de bouleverser fondamentalement les institutions économiques dans les mêmes délais, et encore moins d'éradiquer des structures industrielles non compétitives ou d'inculquer aussi vite des comportements économiques adaptés au marché. Quant à construire intégralement un nouveau système économique en quelques années, le doute s'est propagé dans les populations est-européennes les plus enthousiastes au sujet de la transition" (Andreff 1993c).

plusieurs décennies au Japon. En outre, le capitalisme n'a jamais été implanté dans un pays à partir d'un programme économique pré-établi, à l'exception des réformes Meiji au Japon. Plus près de nous, bien qu'ayant eu recours à des procédés expéditifs qu'on ne saurait recommander aux PET, la transition du capitalisme au socialisme d'Etat a demandé plus de deux décennies en Union soviétique, de 1917 à 1936 (fin de la collectivisation forcée) au moins, voire 1938 (fin des purges politiques) ou 1945, pour atteindre une forme institutionnelle stable (Dobb 1948, Nove 1969). Même en utilisant des méthodes violentes pour changer de système économique, il a fallu des années au communisme pour abolir les anciennes organisations et en instituer de nouvelles (Kornaï 1996). Certes, le contexte économique international, la variété des techniques existantes dans le monde et le niveau de développement économique déjà atteint par les PET avant la transition sont de nature à la rendre plus brève que les expériences historiques qui viennent d'être rappelées. Il n'en reste pas moins qu'une théorie pertinente de la transition post-socialiste ne peut être autre chose que la théorie d'un processus long de mutation ou de transformation systémique, recouvrant une période de l'ordre de plusieurs décennies.

1.2. *Les déconvenues de la téléologie et du constructivisme*

Les tenants de la théorie économique standard se sont principalement intéressés aux composantes de ce que nous avons nommé l'actif du bilan de la transition. Sauf à soutenir que les programmes standards de transition n'aient en aucune façon été mis en oeuvre dans les PET, une autre analyse économique est nécessaire pour rendre compte en même temps du passif du bilan et des résultats inattendus de la transition. De même que la théorie marxiste n'est pas sortie indemne de l'échec historique des économies socialistes (Andreff 1993c), la théorie standard va (commence à) subir les *effets critiques* de son incapacité à "guider" la transition vers l'économie de marché. Outre les critiques, désormais traditionnelles, des hypothèses de la théorie néo-classique, qui trouvent dans les difficultés de la transition menée selon les programmes standards une nouvelle source d'inspiration, les analyses critiques des résultats de la transition ont emprunté trois démarches. La première consiste tout simplement en une évaluation sans concession des modèles sous-tendant les *programmes* de stabilisation du FMI et d'ajustement de la Banque mondiale (Augier 1995, pour une synthèse) et donc au passage, de l'approche monétaire de la balance des paiements, de la théorie de l'absorption et de la fonction de production néo-classique comme instrument d'analyse de la croissance. Elle s'accompagne volontiers d'une appréciation des résultats les plus fréquents de ces programmes (Dembinski, Morisset 1990, Edwards 1989, Kolodko 1993), concluant au fait que ceux-ci ont, en moyenne, dans les pays en développement comme dans les PET, un effet positif, mais peu significatif, sur la balance des paiements, et un effet significativement positif sur le compte courant; ils provoquent par contre une réduction statistiquement non significative de l'inflation, et réduisent significativement le taux de croissance de la production. La critique est-eu-

ropéenne (Csaba 1995b) est souvent plus féroce, voyant dans les programmes du FMI des opportunités de voyages organisés pour experts internationaux en mal d'apprentissage de la réalité économique des PET, parfois ponctués de conseils farfelus, formulés sans sourciller, telle l'introduction en Ukraine d'une "livre écossaise" suggérée par Lipton et Sachs (1993) ⁴.

A partir de 1992, une deuxième démarche vise à concevoir des programmes économiques *alternatifs* pour conduire la transition, soit en cherchant à l'accompagner d'une relance de la croissance, d'une mobilisation du potentiel national d'investissement et d'une réduction des inégalités, dans une optique post-keynésienne (Andreff 1996b, Badhuri *et al.* 1993, Brada, King 1992, Herr *et al.* 1994, Kregel *et al.* 1992, Nove 1994), soit en recommandant, selon une option plus conservatrice et évolutionniste, de ralentir le rythme des réformes, de les cantonner à des éléments cruciaux de l'ancien système dont d'autres vestiges pourraient être mis au service de la transition (Murrell 1992a, 1992c), soit des propositions de politiques économiques plus diverses (Aghion 1993, Altmann *et al.* 1995, Andreff 1994a, 1995b, 1996d, Augier 1995, Csaba 1995b, Kolodko 1995, Kornai 1990, Sato 1995, Szamuely 1993) s'écartant, de toute façon, de la théorie économique standard sous-jacente aux réformes des premières heures de la transition.

Plus importante du point de vue de l'esquisse d'une théorie de la transition est la troisième voie critique reprochant à nombre de tenants de la théorie standard d'avoir voulu imposer à la réalité économique des PET une *vision téléologique* du changement de système, justifiant une option volontariste en matière de politique économique et une pratique constructiviste en matière institutionnelle. Comme si les mêmes erreurs, commises au nom de la théorie marxiste, lors de l'élaboration de l'économie socialiste en URSS (Andreff 1993c), n'avaient fourni aucun enseignement à ce sujet aux économistes néo-classiques impliqués dans la définition des programmes de transition quant aux limites indépassables de toute forme d'ingénierie économique et sociale. Cette dernière est en général fondée sur une conception téléologique des processus économiques, selon laquelle l'essentiel est de connaître le but vers lequel tend l'évolution économique. Telle était le penchant de la doctrine marxiste officielle dans les économies socialistes, annonçant le futur aboutissement au communisme. On sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu! Le point d'aboutissement de l'évolution économique étant défini et connu par avance, l'analyse ne se préoccupe plus guère de savoir si les contraintes existant au point de départ rendent cette évolution possible ou si elles l'obèrent définitivement. Les thèses

⁴ Csaba (économiste hongrois) va même jusqu'à écrire : "des théories macro-économiques mal digérées, contestables, jamais pleinement testées, ont été combinées à un total irrespect des qualités spécifiques des économies en transformation". Ou encore: "La pensée simpliste des premières théories du 'big bang', alliée à la beauté du saut vers le marché et la reprise économique en 3 à 6 mois, appartient sûrement davantage à la science économique de 1er cycle qu'à ce que la théorie économique standard peut proposer au niveau de la maîtrise". Ceci démontre l'ampleur du ressentiment des meilleurs économistes est-européens vis-à-vis des programmes de transition ressemblant à une charge de cavalerie contre les derniers bastions du socialisme.

de Preobrajensky (1926) sur la transition vers le socialisme sont exemplaires à cet égard et ont inspiré, ultérieurement, la stratégie économique de la période stalinienne.

Paradoxalement, nombre d'économistes libéraux participant aux programmes mis en oeuvre dans les PET, en ont une vision téléologique: après la chute des régimes politiques communistes en Europe de l'Est, le point d'aboutissement est connu, à savoir l'économie de marché capitaliste. Etant souhaitable, il faut l'atteindre coûte que coûte. D'où des programmes de transition dont le *volontarisme économique* n'a rien à envier aux thèses de Preobrajensky, ni aux dispositifs économiques imaginés ensuite sous Staline. Sauf que ces derniers se sont imposés en huit ans (1928-1936), alors que les programmeurs de la transition vers le capitalisme voulaient la vitesse en plus. "Quand à la mi-1989, la transformation des PECO a bifurqué d'une réforme de l'économie socialiste vers une restauration du capitalisme, le changement fut massif, sans précédent, complètement inattendu et mené à une vitesse à perdre haleine" (Nuti 1996). Quel est le volontarisme le plus fort entre celui d'une stricte application d'un programme de stabilisation aux PET et celui d'une réforme monétaire stalinienne par échange de billets, les deux tarissant le plus clair des épargnes individuelles? Une privatisation de masse, décidée et gérée en deux ans par les autorités centrales d'un PET, est-elle vraiment moins volontariste que la collectivisation forcée de l'agriculture et la nationalisation de l'industrie soviétiques? Le transfert centralement organisé des actifs d'Etat à des propriétaires privés n'est-il pas l'exact pendant du transfert de ressources que Preobrajensky préconisait à partir du secteur paysan (privé) vers le secteur industriel d'Etat? Encore que Preobrajensky envisageait un transfert réalisé par des mécanismes économiques (impôts) et surtout marchands (prix relatifs), alors que les ingénieurs sociaux opérant dans les PET ont imaginé la distribution gratuite de coupons donnant accès aux actifs d'Etat, ce qui est peut-être une décision "économique" (un don), mais en infraction totale avec les règles habituelles de l'économie de marché. L'issue de la démarche téléologique, réitérée à soixante-dix ans d'intervalle, ne doit donc pas surprendre: "La stratégie de changement institutionnel rapide, de 'saut vers l'économie de marché', propagée par Lipton et Sachs (1990, aussi Sachs 1993), a échoué partout où elle a été tentée" ⁵ (Csaba 1995b). Sa mise en oeuvre "est le plus grand désastre économique de l'après-guerre en Europe" (Murrell 1992a).

La remise en cause du *constructivisme* présent dans les programmes économiques des premières heures de la transition vient compléter celle de leur volontarisme. On la trouve dans diverses publications, mais nul n'y a plus insisté que Peter Murrell, tout en montrant l'inévitable liaison entre constructivisme et téléologie. "L'ingénierie sociale utopique commence souvent par une critique radicale des dispositifs existants de la société, par le rejet de l'idée

⁵ Notons que J. Sachs, après avoir conseillé les autorités polonaises, slovènes et russes, ne travaille plus guère sur (ni dans) les PET, mais sur les problèmes de développement en Afrique et sur la révolution capitaliste des années 90 mettant fin au deuxième monde (socialiste) et au tiers monde, révolution qu'il convient de consolider grâce à l'aide occidentale (Sachs 1995).

qu'il y ait quoique ce soit à conserver de ces dispositifs, et par une représentation de ce que serait un meilleur monde. Le fil conducteur des politiques utopiques est une vision de l'aboutissement de la société, qui habituellement a peu de chose en commun avec les dispositifs actuels. Les mesures politiques sont toujours resituées par rapport à cette destination finale plutôt que considérées comme un moyen de s'écarter de la situation initiale, qui ne contient rien de bon ... Les phases initiales de l'ingénierie utopique sont toujours centrées davantage sur la destruction que sur la création" (Murrell 1992c). Ce diagnostic semble pouvoir s'appliquer aussi bien aux mesures prises par le pouvoir bolchévique pour détruire les dispositifs de l'économie tsariste qu'à la thérapie de choc et au 'big bang' supposés éradiquer rapidement les derniers symptômes de l'économie socialiste dans les PET. L'auteur propose comme illustrations de ses propos aussi bien la stratégie des socialistes révolutionnaires au début du siècle que celle adoptée pour la transition post-socialiste en Europe de l'Est. Murrell ajoute que l'approche constructiviste débouche sur des politiques économiques qui sont inévitablement irréversibles, toute réversibilité étant jugée indésirable, les décideurs devant s'assurer que la société ne retourne jamais vers l'ancien système. Ainsi, même les politiques gradualistes de transition n'échappent pas à la critique de téléologie et de constructivisme, dans la mesure où elles sont finalisées par le même point d'aboutissement (l'économie de marché) et où elles comportent la même panoplie de mesures que les programmes de type FMI, mais étalées dans le temps (Lavigne 1995). Au surplus, six ans après, leurs résultats ne sont pas différents de ceux des thérapies de choc, d'autant plus que la Hongrie, modèle du gradualisme, a adopté en mars 1995 un austère programme de stabilisation, proche des thérapies de choc. La critique hayekienne du constructivisme ayant caractérisé l'économie socialiste, reposant sur la conviction de la rationalité de l'ordre spontané de l'économie de marché (Hayek 1960), se retourne curieusement aujourd'hui contre la théorie économique standard.

La remise en question des stratégies initiales de transition va même aujourd'hui jusqu'à rejeter le mot 'transition' pour désigner les processus économiques en cours dans les PET. Selon Csaba (1995b), "le terme 'transition' suggère une trajectoire unique entre deux points bien définis, mais il ne clarifie pas où se situe le point de départ et le point d'arrivée du processus, ni comment on en mesure la progression". Pour Nuti (1996), l'expression habituelle de transition est inappropriée car elle suggère un mouvement linéaire, sans interruption entre un point de départ et un point d'aboutissement. Méfiance à l'égard de tout risque de téléologie. D'autres appellations de la situation économique des PET ont fait florès: économies socialistes en mutation ⁶, économies en transformation, capitalismes émergents, restauration capitaliste, systèmes convergents ou congruents (Andreff 1992a), non-systèmes, économies mixtes (Chavance 1994, Lavigne 1995) ou système dual (Kornai 1992), et même économies

⁶ Pour un plaidoyer en faveur de l'usage de la notion de *mutation* systémique, voir Andreff (1993c). D'ailleurs rejoint par un administrateur de la BERD: "Cette mutation est d'ailleurs mal évoquée par le terme de transition, si l'on veut bien considérer les profondes transformations qui l'accompagnent, c'est-à-dire la mise en place d'un nouveau système de référence économique, juridique, mais aussi culturelle et politique" (Mordacq 1995).

mutantes (Hanson, Teague 1992). Certains conçoivent jusqu'à l'impossibilité de la transition, du fait qu'il s'agit de détruire un mode de coordination communiste que cherchent à préserver des comportements de survie, surtout dans la CEI, fondés sur le maintien du lien salarial communiste (Bensimon 1996). C'est sous ces réserves que nous conservons dans la suite 'transition'.

2. Une analyse théorique alternative : les facteurs inertiels de la transition

Le dépassement de la théorie économique standard, en vue d'élaborer une théorie plus adéquate de la transition post-socialiste, a tout intérêt à proposer une analyse prenant en compte le passif du bilan de la transition et ses résultats inattendus. En écartant deux pistes de réflexion cependant. La première est celle consistant à mettre sur le compte de *chocs exogènes* imprévus les effets négatifs de la transition; par exemple, la désintégration du CAEM ou l'insuffisance de l'aide économique occidentale aux PET ont beaucoup servi d'"explications" invoquées par les concepteurs des programmes standards, notamment par Jeffrey Sachs. Ces deux facteurs sont-ils vraiment exogènes à un processus tel que la transition vers un autre système économique, surtout en période de globalisation? En tout cas, ils n'étaient pas imprévisibles, ni l'un (Andreff 1992c, 1993b), ni l'autre (Lavigne 1995). La seconde piste que nous n'emprunterons pas conduit à "expliquer" les échecs de la transition par le fait que des programmes standards bien conçus ont été localement, dans chaque PET, *mal appliqués*, ou de manière incomplète. L'argument n'est pas totalement faux dans la plupart des PET, mais il faut alors s'interroger sur les conditions économiques locales qui ont empêché une mise en oeuvre complète des programmes. Cette interrogation débouche vite soit sur la remise en cause de l'idée que les programmes standards étaient conçus de manière appropriée, puisqu'ils ont omis les obstacles locaux réels à leur application, soit sur les critiques de téléologie et de constructivisme, soit sur l'analyse des conditions locales qui se sont de fait opposées à la réalisation de ces programmes. C'est cette dernière approche qui est proposée ci-dessous.

L'analyse des obstacles à la transition programmée vers l'économie de marché met le plus souvent en évidence des facteurs d'inertie, hérités de l'ancien système socialiste, qui n'ont pas encore disparu depuis six ans et semblent devoir durer encore. Certains se reproduisent à l'identique, comme dans l'ancien système, d'autres (la plupart) se maintiennent dans l'économie en transition, tout en changeant de forme, du fait de leur adaptation à l'environnement créé par la stabilisation, les premiers changements institutionnels et l'ouverture extérieure. Les principaux *facteurs inertiels* repérés sont d'ordre macro-économique, structurel et comportemental au sens large, c'est-à-dire incluant à la fois les comportements micro-économiques et les comportements des décideurs gouvernementaux (centraux) ayant des effets macro-économiques ou structurels. Nous sommes conscients de négliger ainsi d'autres facteurs inertiels

ayant un impact sur la dimension économique de la transition, pas tous négligeables, d'ordre géo-politique, social, physique et environnemental notamment ⁷.

2.1. L'inertie macro-économique

Tous les PET ayant appliqué une politique de stabilisation, à une exception près, ont encore un taux annuel d'inflation à deux ou à trois chiffres. Pourtant le résultat attendu était une réduction plus sensible de l'inflation, considérant que celle-ci était d'origine monétaire, héritée de l'ancien système, en l'occurrence un surplomb monétaire (*monetary overhang*) accumulé par les ménages pendant l'économie de pénurie et une politique monétaire laxiste pour financer les dépenses de l'Etat. Ces deux causes monétaires de l'inflation ont été largement éliminées par des années de politique de stabilisation. Il faut donc admettre qu'une partie de l'inflation post-socialiste a d'autres origines. L'une a pu être imputée à des éléments d'inflation pénurique subsistant après 1991 en Russie où la disponibilité de certains produits, et surtout des intrants pour les entreprises, reste encore limitée (Sapir 1993). On peut généraliser à tous les PET: face à une demande accrue de nouveaux produits découlant de la libéralisation économique, la chute de la production et l'incapacité d'offre de ces produits par l'ancien appareil de production (Andreff 1996 b et c) ont entretenu une *inflation par la demande*, prenant encore partiellement la forme de pénuries dans des pays de la CEI ⁸ et plutôt celle de hausse des prix dans les PECO. Cette inertie macro-économique, le maintien d'un déséquilibre par insuffisance et inertie de l'offre, est aggravée par une restructuration encore limitée de l'économie et par des comportements d'entreprise encore non concurrentiels dans diverses branches de l'économie.

Un autre facteur d'inflation inertielle a été identifié, lié à des conflits d'intérêt entre différentes populations dont les revenus dépendent des dynamiques des différents secteurs en Russie (Sapir 1993) et, d'un point de vue macro-économique, dans la plupart des PET, il est lié à un *conflit de répartition* du revenu national (Andreff 1993c). Or le marchandage sectoriel des niveaux de revenus est un héritage de l'ancienne planification soviétique. Le conflit de répartition était régulé par le planificateur qui, autrefois, répondait périodiquement aux hausses de salaires sans hausse de productivité correspondante par une révision centralisée des prix en hausse, et le syndicat unique réclamait ou marchandait des salaires planifiés en hausse à chaque plan annuel. D'autre part, les entreprises appliquaient un *mark up* sur leurs

⁷ Par exemple, la riche dotation en ressources naturelles de la Russie n'est évidemment pas modifiée par la transition. Pas plus que ne l'est le réseau des oléoducs et gazoducs parcourant l'ex-CAEM, à quelques exceptions près (comme en Tchétchénie). On a là des facteurs physiques d'inertie dont les incidences économiques ne peuvent être négligées, rendant plus difficile une re-spécialisation internationale de la Russie sur grande échelle ainsi que l'indépendance énergétique des PECO et de la CEI vis-à-vis de la Russie. De même, la taille géographique (aspect gravitationnel) et économique du marché russe (aspect débouché) continue à peser sur le commerce extérieur des PECO et des pays de la CEI, par delà sa réorientation vers l'Ouest.

⁸ Contribuant au maintien ou à la réapparition de paiements en nature, c'est-à-dire de trocs inter-entreprises.

coûts supérieur à celui qu'autorisait le contrôle des prix. Il y avait alors une sorte d'indexation implicite des dépenses d'investissement des entreprises sur les hausses de prix, rythmées par les marchandages annuels des fonds d'investissement avec les autorités centrales, dont l'issue était souvent favorable aux demandes des entreprises. Mais fixer les hausses de salaires *ex ante*, dans le plan, ne tenait pas compte des ajustements ultérieurs. L'excédent de liquidités des salariés, signe de leur "victoire" momentanée dans le conflit de répartition, était en partie anihilé par la révision centralisée des prix en hausse et par l'augmentation des pénuries. De la même façon, en cas d'indexation implicite des dépenses d'investissement des entreprises sur les prix, l'inflation était le moyen d'empêcher que ces dépenses accroissent continûment leur part dans le revenu national. Ces comportements ont une inertie suffisante pour perdurer dans les PET. En particulier, les stratégies de *mark up* continuent à être utilisées dans nombre d'entreprises des PET (Menshikov 1994).

Une équation d'inflation inertielle a été testée avec succès sur cinq PET, avant la transition et pendant les premières années de la transition (Andreff 1994a). Passé le choc initial de la libéralisation des prix, aucun gouvernement des PET n'est parvenu à mettre en oeuvre une politique durable de stricte désindexation des salaires. Quant aux entreprises publiques, privatisées et privées, nombreuses sont celles qui, avec la transition, font face à une concurrence très imparfaite ou inexistante, ce qui leur laisse la possibilité d'élever les prix de manière assez discrétionnaire (les entreprises restent des *price makers* comme elles l'étaient dans l'ancien système selon Kornaï 1980). Même des travaux discutés à la Banque mondiale énoncent que l'inflation est causée en PET par de l'inertie et des conflits (Coricelli, Revenga 1992). La libération des prix, la privatisation et l'introduction des mécanismes du marché, dans des économies concentrées et encore peu restructurées, affectent directement la répartition et induisent des stratégies des agents (ou groupes d'agents) économiques cherchant à maintenir leur part dans le revenu national. L'*indexation* des revenus, implicite ou explicite, stratégie adoptée de longue date par les agents (ménages et entreprises) dans l'ancien système, n'a pas spontanément disparu dans le contexte de la transition. La stabilisation exige le retour à un minimum de consensus quant à la part de chacun dans le revenu national qu'il paraît difficile d'obtenir sans la médiation de l'Etat: "l'inflation exprime cette violence sociale issue de l'affaiblissement de l'Etat" (Sgard 1995). Or, tant que la transition s'accompagnera de transformations systémiques affectant très sensiblement la répartition du revenu entre groupes sociaux, elle demeurera nettement inflationniste dans le cadre des politiques de stabilisation standards. Cette persistance de l'inflation finit par apprécier le taux de change réel et conduit la plupart des PET à avoir des monnaies surévaluées, comme l'étaient celles des économies planifiées, freinant les exportations et favorisant les importations. On a vu l'effet négatif sur les soldes du commerce extérieur depuis 1993.

L'inertie du chômage est largement due à l'élimination des sureffectifs chroniques constitués par les entreprises dans l'économie planifiée. Il y a là une sorte de réserve de futurs chômeurs tant que les restructurations économiques des PET ne sont pas achevées, c'est-à-dire pour des années encore. Le chômage résultant de cette cause inertielle ne peut être éradiqué rapidement, même avec une forte relance de la croissance économique (Andreff 1996b). Depuis trois ans, la reprise de la croissance a au mieux stabilisé le taux de chômage, à deux chiffres, et ne l'a fait baisser que dans un pays encore peu avancé dans la restructuration, la République tchèque et où le chômage déguisé persiste à l'intérieur des grandes entreprises (Magnin 1996). En outre, ce chômage de transition a les caractéristiques d'une "mare stagnante" (Boeri 1994): il y a peu de sorties de la situation de chômeur vers un emploi nouveau (la plupart des sorties sont des cessations d'activité); les entrées au chômage se font à un rythme relativement lent, mais elles gonflent la "mare stagnante" en raison du faible nombre de sorties. Le chômage devient inertiel et sa durée moyenne s'allonge. Le faible *turnover* des chômeurs prouve que le chômage est encore peu alimenté par des suppressions massives d'emploi des entreprises publiques et privatisées, mais aussi que le nouveau secteur privé ne recrute pas tellement dans les rangs des chômeurs. Si les restructurations venaient à s'accélérer dans ces conditions, le taux de chômage devrait augmenter, même avec une forte croissance économique. D'autant plus qu'un autre facteur inertiel, légué par l'ancien système, s'oppose à la mobilité du travail, à savoir la persistante pénurie de logements.

La *récession* économique des premières années de la transition a évidemment plusieurs causes dont certaines découlent directement des transformations systémiques (Chavance 1994, Kornai 1994). Elle a également une composante inertielle: la récession a commencé dans tous les PET vers 1978, s'est approfondie jusqu'en 1982, puis après une légère reprise en 1984-86, elle s'est accentuée à partir de 1987-88, dans l'ancien système. Prenant racine dans l'épuisement du régime de croissance extensive et dans le déclin continu de la productivité (Andreff 1993c), la récession ne pouvait pas être stoppée immédiatement, surtout pas dans les circonstances créées par la politique de stabilisation.

2.2. L'inertie structurelle

Des facteurs d'*inertie structurelle* trouvent leur origine dans la rigidité de l'offre, les infrastructures existantes, les structures industrielle - surdéveloppement des industries lourdes et sous-développement des services - et organisationnelle (grandes unités sans concurrence entre elles), ainsi que les structures de propriété des entreprises, héritées du passé. Ces facteurs expliquent les difficultés du passage à un marché concurrentiel et à un contrôle privatif des entreprises (Lavigne 1995), même après la libéralisation de l'économie et la privatisation légale, contrairement aux adaptations industrielles plus souples dont furent capables naguère, par exemple, les nouveaux pays industriels (Andreff 1996d). Il en est de même de l'inertie re-

lative des spécialisations internationales des PET. Toutes ces structures, le fonctionnement des institutions (même nouvelles) et, finalement, les comportements économiques évoluent certes pendant la transition, mais leurs évolutions sont largement *prédéterminées par l'ancien système*. Illustrons le propos par trois exemples relatifs à la structure sectorielle de la production des PET, à leurs échanges extérieurs et aux effets de la privatisation sur les structures de propriété et de contrôle des entreprises.

Sans entrer dans une analyse détaillée de l'inertie des structures industrielles, les limites de la *restructuration* se lisent rapidement dans le Tableau 1. Le secteur industriel reste largement surdéveloppé, et "mal développé" dans les PECO, par rapport à sa situation dans les pays à économie de marché. Une étude fine ferait voir que, malgré quelques redéploiements, dus surtout à l'émergence de nouvelles entreprises privées et aux petites privatisations (peu fréquentes dans l'industrie), le poids des industries lourdes, naguère prioritaires, reste de loin prépondérant (énergie, biens intermédiaires, construction mécanique, chimie). L'agriculture, certes en régression, reste aussi surdimensionnée, comparée à celle de l'UE. L'évolution structurelle qui s'opère est lente, surtout dans l'industrie, dont le poids dans le produit national ne diminue que de quelques points de pourcentage, et même augmente en République tchèque. Les services demeurent sous-développés dans les PECO, alors qu'ils pèsent la moitié ou plus du produit national dans les économies de marché. C'est pourtant par le développement du tertiaire que s'effectuent les principaux changements du système productif des PET actuellement, car ici il n'y a guère d'héritage et d'inertie, puisqu'il s'agit de créer de toutes pièces un secteur de services marchands et non de restructurer (l'inexistant). On notera aussi que malgré toutes les initiatives et les institutions en faveur du développement de l'activité privée dans la transition, le *secteur public reste important* dans certains PECO et prépondérant dans les autres (Tableau 1). Et qu'il a donc un rôle à jouer dans la transition, qu'on le veuille ou non (Andreff 1995c).

La transition était supposée bouleverser la *structure par produits du commerce extérieur* des PECO du fait de la réorientation de leurs échanges de l'ancien CAEM vers les marchés occidentaux et de leurs perspectives d'intégration à l'UE, scénario encore défendu dans la littérature sur le sujet (par exemple Lemoine 1995). Des réserves ont cependant été émises par rapport à cette vision optimiste de l'ajustement structurel, tant en raison des effets de la désintégration du CAEM et de l'ex-URSS que de l'inertie des spécialisations internationales acquises (Andreff 1993b, 1994e, M. & W. Andreff 1995, Chavigny 1996). On observe en effet (Tableau 3) que la structure du commerce extérieur des PECO avec l'UE s'est modifiée, mais beaucoup moins que certains l'escomptaient. La part des produits manufacturés reste pratiquement constante entre 1988 et 1993 à l'importation, de même que celle de l'énergie et des matières premières et quasiment celle des produits chimiques. Comparé à 1988, les PECO importent de l'UE en 1993 plus de machines et équipements ce qui est exactement compensé

en pourcentage par la chute des importations agro-alimentaires. Pour les pays baltes, la structure d'importation est un peu moins stable. A l'exportation, les PECO restent beaucoup plus spécialisés que l'UE sur les produits manufacturés, dont certains étaient compétitifs sur les marchés de la CEE avant la transition, beaucoup moins spécialisés pour les machines et équipements (production autrefois très orientée vers le CAEM) et dans l'énergie, ce qui est nouveau, non pas par ajustement structurel, mais parce que l'ex-URSS ne fournit plus aux PECO de l'énergie bon marché qu'ils réexportaient à l'Ouest avant la transition. La structure par produits du commerce extérieur des PECO n'a encore que marginalement évolué, conclusion accentuée par le fait que le commerce intra-branche, bien qu'ayant crû, ne représente encore qu'une part infime (moins de 20%) des échanges des PECO, alors qu'il constitue près des trois-quarts du commerce de l'UE. Les PECO exportent encore essentiellement vers l'UE des produits à faible valeur ajoutée et importent des produits à forte valeur ajoutée. Si bien que les soldes commerciaux sont devenus négatifs pour eux et que l'ouverture des PECO a surtout bénéficié à l'UE (Bonnaz, Courtot 1994). Les mêmes conclusions, encore plus nettes, se dégageraient de l'observation du commerce extérieur des pays de la CEI (Andreff, Bascunana, Fuster 1996). Les retards apportés par tous les PET aux restructurations industrielles et agricoles, dans le but de ne pas détruire un consensus minimal en faveur des réformes, ont réduit les possibilités de re-spécialisation internationale approfondie.

Voyons maintenant les facteurs inertiels qui ont joué dans le *processus de privatisation*. Deux pays ont privilégié la privatisation par vente (de gré à gré, enchère directe ou introduction en bourse), la Hongrie et l'Estonie. Les stratégies de privatisation adoptées dans les autres PET révèlent l'absence des pré-conditions requises pour pouvoir privatiser d'une manière "capitaliste", en trouvant des repreneurs locaux, des investisseurs étrangers ou en sollicitant le marché du capital. Ce dernier existait déjà en Hongrie à l'état embryonnaire, avant la transition, de même qu'un mouvement précoce de privatisation spontanée sous le régime communiste et un secteur privé en développement depuis 1982 avaient permis d'y réunir plusieurs des conditions nécessaires à des privatisations par vente ⁹. Dans les autres PET, l'absence des conditions nécessaires pour réaliser des privatisations par vente (Andreff 1992b et c, 1993a et c, 1994b) a constitué un ensemble de facteurs inertiels empêchant le processus de privatisation de transformer les structures de propriété pré-existantes, sauf sur un plan assez formel et juridique pour l'heure. Les principales conditions manquantes ayant eu cet effet inertiel sont: l'insuffisance de l'épargne, un marché boursier inexistant puis trop ténu, la déstabilisation de l'économie, l'absence d'un réseau de professionnels (experts-comptables, fiscalistes, juristes d'affaires, audits), une industrie trop concentrée sur des entreprises de

⁹ M. Lavigne (1995) ne fait d'ailleurs pas cas de cette exception hongroise en écrivant: "toutes les formes de privatisation (adoptées dans les PET) conduisent au modèle non désiré de privatisation spontanée, avec un contrôle de l'entreprise par les *insiders*". Ceci s'applique certainement aux premières années de la privatisation en Hongrie, moins ensuite, du fait de l'importance de la pénétration du capital étranger dans le processus.

grande taille, en partie obsolètes et non rentables, l'absence d'entrepreneurs et d'une classe moyenne pouvant en fournir. Tous traits hérités de l'ancien système.

La privatisation étant normalement impossible, du fait de ces facteurs inertiels, pour la grande majorité des grandes entreprises des PET, les dirigeants politiques locaux, leurs conseillers économiques et les experts occidentaux dépêchés sur place ont dû faire preuve d'imagination ou d'adaptation, d'où la privatisation de masse, la vente des entreprises d'Etat aux municipalités, à des fonds de privatisation ou d'investissement ... d'Etat, la vente ou la remise de l'entreprise aux salariés. Ces *subterfuges de privatisation* furent imaginés pour contourner les inerties (l'absence des conditions requises) s'opposant de fait à la privatisation. Ils forment pourtant la majorité des expériences de privatisation dans les PECO et dans la CEI. Ces *ersatz* de privatisation ne dégagent pas habituellement des propriétaires privés clairement identifiables, qu'il s'agisse de "noyaux durs" d'actionnaires majoritaires de contrôle, d'investisseurs étrangers ou d'institutions financières privées, la privatisation débouchant alors sur des *entreprises privatisées, mais non privées* (Andreff 1995a, 1996f). Leur propriétaire privé n'est pas identifiable car, en général, il n'existe pas vraiment. Ce problème est connu dans la littérature consacrée comme celui du *corporate governance* ou du contrôle de l'entreprise privatisée. Les comportements des participants à de telles entreprises et les stratégies de leurs dirigeants n'ont rien à voir avec ceux des entreprises privées opérant en économie de marché; ils cherchent à maximiser la survie de l'entreprise, à développer des réseaux stables avec leurs anciens clients et fournisseurs planifiés, avec l'administration et les hommes politiques (Andreff 1995a, Ickes-Ryterman 1995, Neshchadin 1995). La valeur des actifs de l'entreprise privatisée et son profit ne sont pas, tout comme dans l'ancien système, les objectifs prioritaires et s'effacent derrière le maintien des prestations sociales par l'entreprise à ses employés et un consensus en faveur du non licenciement du personnel, ce qui n'est pas sans rappeler le rapport salarial de l'ancien système socialiste.

Par exemple, la *privatisation de masse*, à l'aide de coupons, a créé une structure de propriété des entreprises privatisées très dispersée, au moins au départ, dans la plupart des PET. Le résultat majeur en est un partage de la propriété et du contrôle entre les (anciens) managers et le personnel de l'entreprise. De la sorte, aucun autre agent économique, tel un "capitaliste" ou des actionnaires extérieurs au personnel de l'entreprise, n'est en mesure de prendre des décisions stratégiques nécessaires à la rentabilisation et à la restructuration des actifs physiques et financiers. Cette configuration des structures de propriété, en apparence nouvelle, est en fait inertielle: elle conserve le contrôle de l'entreprise et le pouvoir de gestion aux anciennes équipes de direction, parfois partiellement renouvelées, plus ou moins en collusion avec le personnel. La privatisation a simplement transformé les anciennes positions acquises et les rentes de situation en une propriété légale des mêmes groupes d'intérêt, et souvent des mêmes individus (*nomenklaturistes*) que dans l'ancien système. La privatisation

de masse maintient donc le plus souvent les droits de propriété - en tout cas l'*usus* et l'*usus fructus* - à ceux qui en jouissaient naguère dans le cadre de la propriété d'Etat, tout en leur transférant à présent le droit de disposer des actifs (*abusus*). Ce dernier droit est le plus souvent utilisé par les managers pour acheter des actions distribuées au personnel. On verra ci-dessous que cette inertie des structures de propriété influence les comportements économiques dans un sens inertiel. La conséquence en est que l'on observe, dans les entreprises privatisées comme dans les entreprises encore publiques, assez peu de signes clairs d'une restructuration en profondeur, sauf lorsqu'intervient dans la privatisation un repreneur étranger (Carlin, Van Reenen, Wolfe 1994), cas fréquent en Hongrie seulement.

La République tchèque, où les trois-quarts des coupons échangés contre les actions des entreprises privatisées ont été concentrés aux mains de fonds de privatisation, a-t-elle pu échapper aux effets inertiels que nous venons de mentionner? Il ne semble pas, bien que l'inertie ait pris dans ce cas d'autres formes. La très grande majorité des projets de privatisation ont été soumis par les managers des entreprises concernées. Le processus d'approbation des projets s'est alors transformé - comme au bon vieux temps pour les indicateurs planifiés - en un véritable marchandage entre les managers et les ministères. Avec les asymétries habituelles d'information en faveur des managers. Une fois privatisées, avec un capital partagé entre plusieurs fonds de privatisation, ces entreprises ne semblent soumises ni au contrôle des fonds (Mc Dermott 1994), ni à celui d'actionnaires externes à l'entreprise. Pour celles qui sont cotées à la Bourse de Prague, les échanges de titres échappent largement au marché boursier, plus des deux tiers des transactions s'effectuant hors-marché (Magnin 1996). A cela s'ajoute un phénomène qui annonce notre analyse de l'inertie comportementale due à l'existence de réseaux. Dans l'économie planifiée tchécoslovaque, les entreprises rassemblées dans des associations industrielles créées par les autorités centrales étaient fortement interreliées par des réseaux de relations avec leurs clients, leurs fournisseurs, d'autres firmes et des banques (Mc Dermott 1994). Pour obtenir des privilèges du Centre et pour lutter contre l'incertitude d'approvisionnement, les entreprises formaient des alliances informelles entre elles. Ces *interdépendances* héritées du passé ont empêché de définir clairement, au moment de la privatisation, les droits de propriété, les possibilités d'intervention des institutions financières ou des critères de démantèlement, de restructuration des entreprises ou de fermetures d'unités de production. C'est pour ~~ceur~~ contourner cette difficulté inertielle que fut décidée la privatisation par coupons, tout en laissant l'industrie concentrée et les entreprises interdépendantes. Dans ces conditions, il ne pouvait guère apparaître une forte concurrence entre les projets de privatisation, et on ne pouvait éviter que les managers bien informés soumettent plus des quatre-cinquièmes des projets. Après privatisation, ces managers sont reconnus comme quasiment irremplaçables, du fait de l'information, du savoir et de l'expérience spécifiques qu'ils détiennent (y compris leur appartenance aux réseaux) et ne peuvent être contrôlés par les managers des fonds de privatisation actionnaires des

entreprises. Pour la même raison d'interdépendance de réseau, les entreprises et les banques obtinrent la suspension de la loi sur les faillites au printemps 1992, pour une durée d'un an, la faillite de l'une d'elles pouvant se répercuter dans tout le réseau.

2.3. L'inertie comportementale

L'inertie des comportements n'est pas la moins importante alors qu'elle a été la plus négligée par l'analyse économique standard supposant que, une fois doté d'un "bon" environnement économique et stimulé par des incitations adéquates, tout agent économique (ancien *homo sovieticus*) se comportera selon la rationalité attendue de l'*homo oeconomicus*. Une telle analyse omet trois séries de facteurs. Tout d'abord, les effets sur les comportements des inerties macro-économique et structurelle. Ensuite, les comportements habituels ou routiniers, et certaines résistances au changement, qui font que les agents économiques des PET ne se comportent pas comme l'*homo oeconomicus* des manuels de micro-économie, ni même comme un agent économique concret d'une économie de marché occidentale. Enfin, les comportements de groupes collusifs et les réseaux de relations économiques (dont inter-entreprises) hérités de l'ancien système, basés sur l'adaptation aux défaillances du plan et la tricherie informationnelle, ainsi que les règles de comportement (en partie "mafieuses") de l'économie parallèle qui, pour l'essentiel, perdurent - davantage dans les pays de la CEI que dans les PECO. Ces comportements et réseaux expliquent, pendant la transition, des effets pervers tels que les arriérés de paiement, les créances douteuses, l'évasion et la fraude fiscales d'une part, et d'autre part le maintien de la corruption, de l'économie informelle, les malversations et les délits d'initiés lors des privatisations, et le développement des liaisons financières entre l'économie informelle (dont mafieuse) et les dirigeants (jusqu'aux plus élevés) de l'économie privée, du secteur public et des appareils politiques, ainsi que l'usage de la force brute dans les relations économiques (Neshchadin 1995). Les moyens qui autrefois étaient mis au service de la réussite personnelle dans la bureaucratie ou dans les transactions illégales sont devenus, dans la transition, les bases d'une accumulation primitive de capital (Andreff 1996e). Si le "caractère inévitablement progressif des processus d'apprentissage" (Chavance 1994) peut être l'une des explications des inerties de comportement, les comportements recensés ci-après démontrent plutôt un défaut d'apprentissage (ou une résistance à celui-ci) des règles de comportement appropriées à une véritable économie de marché.

Les comportements au sein des entreprises publiques et privatisées sont marqués de beaucoup d'inertie, dont une résistance fréquente à restructurer, ainsi qu'en attestent la plupart des résultats des enquêtes réalisées dans les PET (entre autres DeBardleben 1995, Dolgopiatova 1995, Wawrzyniak, Bieganski 1992). Le comportement des nouveaux actionnaires privés - majoritairement les managers et les employés - dépend beaucoup de leur comportement en tant que titulaires d'avantages acquis et de rentes de situation dans

l'entreprise avant la privatisation (Nutti 1995). Cela va des stratégies de survie de l'entreprise à celles de survie (maintien) des cadres dirigeants et managers dans leur position, en réaction aux risques économiques nouveaux créés par la transition (plus de concurrence, inflation, récession, etc.). La restructuration préalable à la privatisation, organisée par l'Etat, rencontre un comportement moins résistant de la part des managers qui font alors jouer leurs (anciens) réseaux de relations auprès des pouvoirs locaux ou nationaux, alors que la restructuration postérieure à la privatisation séduit peu des managers alors obligés de tailler dans le vif de l'entreprise dont ils sont désormais actionnaires. Et même si, dans ce cas, ils sont convaincus de la nécessité de restructurer, ils doivent faire face à l'opposition d'un personnel craignant des licenciements massifs. Ceci les conduit souvent à une inertie comportementale, à un comportement inchangé par rapport à l'époque de l'économie planifiée.

Les comportements de *tricherie informationnelle*, caractéristiques de l'économie centralement planifiée (Andreff 1993c) perdurent, tout en changeant de forme ou d'objet. Autrefois, on trichait sur le degré de réalisation du plan par l'entreprise, sur ses objectifs planifiés, sur les stocks d'intrants disponibles, et ainsi de suite. Dans les PET, la transmission d'informations systématiquement biaisées ou fausses est un comportement qui perdure. A présent il porte notamment sur les déclarations de revenu, l'évasion et la fraude fiscales. Jusqu'à un certain point, les arriérés de paiement résultent d'informations biaisées transmises aux fournisseurs, et les créances douteuses d'informations dissimulées à son banquier; n'étant guère sanctionnées pour l'heure par une réelle application de la législation sur les faillites, ces pratiques se maintiennent dans tous les PET, plus dans la CEI que dans les PECO. On a aussi observé, à l'occasion des privatisations, diverses formes de tricherie financière, dont l'émission de titres 'bidons' et des scandales financiers (Lavigne 1995). Quant à l'économie parallèle, qui enfle plutôt qu'elle ne régresse pendant la transition, son existence même, est une sorte de tricherie avec les règles en vigueur, naguère avec celles de la planification, aujourd'hui avec celles dont l'institutionnalisation permettrait le fonctionnement de l'économie de marché.

Dans l'ancien système, diverses activités, officielles ou parallèles, s'organisaient en *réseaux* basés sur le clientélisme, les groupes de pression, des comportements collusifs et la corruption (Grossman 1994). Y participaient aussi bien des directeurs d'entreprise à la recherche d'intrants en pénurie, des fonctionnaires des ministères répartiteurs des ressources planifiées, d'autres décideurs de l'appareil d'Etat, des membres du Parti communiste, des dirigeants politiques municipaux et régionaux, et des opérateurs de l'économie parallèle. Ces réseaux étaient de fait des intermédiaires entre l'économie officielle et l'économie parallèle. Aujourd'hui, leur activité ne porte plus directement sur les quantités de produits (obtention d'intrants, etc.), mais surtout sur les taux d'imposition, les sources de financement, l'import-export et la spéculation (Neshchadin 1995). L'introduction de la liberté de contracter dans un tel contexte n'a pas produit les comportements attendus, ceux d'une véritable économie de

marché, mais a reproduit les relations de réseau, dont certaines plus ou moins criminelles, surtout dans les pays de la CEI. L'économie de réseau, découlant de l'inertie des anciennes relations économiques au sein de l'"élite" bureaucratique pourrait bien durer pendant toute la période de transition (Rizopoulos 1995). Du fait de ces réseaux, qui fonctionnent à l'occasion comme réseaux d'initiés, les anciens managers et autres *nomenklaturistes*, d'anciennes personnalités de l'administration et du Parti ont pu tirer avantage des privatisations spontanées (illégales) puis légales. Dans certains PET, notamment en Russie depuis 1994, on observe une première forme d'institutionnalisation de ces réseaux, au sein de groupes industriels-financiers (Andreff, Radygin, Malginov 1996, Benini 1995), se constituant par le biais de participations des banques (d'Etat surtout) au capital des entreprises privatisées, ou par des participations croisées. Il y a peu de chances de voir de tels réseaux investir dans des projets à long terme ou dans la restructuration de l'industrie, alors qu'ils ont toujours été habitués à des opérations de court terme (dans le cadre du plan annuel naguère) ou spéculatives. La permanence de ce comportement tourné vers le court terme se confirme quand on étudie l'activité des groupes industriels-financiers russes, mais aussi de nombreuses entreprises et banques des PET: investissement dans les services, dans des projets courts, crédits courts, spéculation sur les biens mais aussi sur les taux de change et, dans certains cas, blanchiment de l'argent sale.

Mentionnons encore rapidement la pratique des crédits inter-entreprises qui existaient dans l'ancien système, les créances douteuses prolongeant *de facto* l'ancien crédit automatique obtenu dans le cadre du plan et la sélection adverse qui en résulte, enfin la recapitalisation des entreprises et des banques dans des conditions qui s'éloignent peu des anciennes dotations gratuites en capital en l'absence de faillites provoquées par les crédateurs. Il s'agit à chaque fois de l'utilisation des anciennes règles de comportement (inertie) pour faire face à la situation économique nouvelle créée par la transition. Une dernière forme d'inertie comportementale est tout simplement la résistance: "dans leur très grande majorité, les dirigeants d'entreprises est-européennes, petites et grandes, publiques et privées, dans l'industrie comme dans la banque, détestent absolument sentir dans leur dos ou sur leur nuque la main invisible du vieil Adam Smith. Ils résistent méthodiquement au renforcement de la concurrence, à l'extension des règles du marché, au développement de la législation économique, pour ne pas parler de la fiscalité - en un mot, à toute mesure qui accroît leurs contraintes de gestion et les oblige à modifier le fonctionnement interne des entreprises, à licencier du personnel, à moderniser les méthodes de production, à chercher de nouveaux débouchés" (Sgard 1995). D'autres résistances peuvent se manifester dans n'importe quel groupe d'intérêt ou groupe social ayant plus à perdre qu'à gagner au changement. Les perdants en termes de revenus étant, jusque là, plus nombreux que les gagnants, dans tous les PET, certaines résistances ont eu tendance à se généraliser, notamment contre la réforme de la sécurité sociale et de la fiscalité, l'augmentation de l'âge de la retraite, les procédures de licenciement massif, la dégradation du système de santé. On peut étendre cette remarque à

presque toutes les dimensions de la transition, dès lors que celle-ci engendre une redistribution générale et inégalitaire des pouvoirs, des revenus, des patrimoines et de la consommation (Csaba 1995a). Le plan de privatisation de masse polonais a été bloqué pendant trois ans au Parlement où s'exprimaient des divergences d'intérêts. Face à ces résistances se pose la question de savoir comment convaincre les perdants (ceux qui s'estiment tels) de maintenir leur adhésion au principe de la transition. D'où la littérature récente de la nouvelle "économie politique de la transition" sur les moyens de bâtir une légitimité sur une politique économique majoritairement impopulaire (Roland 1993, 1994), éventuellement grâce à des redistributions égalitaristes de revenu (Wyplosz 1993) ou un système de compensations (Csaba 1995a), solutions que n'auraient pas désavoué l'ancien système (Kornai 1996) et qui nous amène à un dernier facteur d'inertie.

Ce dernier facteur est moins aisé à cerner. On le nommera *inertie politico-économique*. Il réside dans une certaine survivance, pendant la transition, d'idées et de pratiques anciennes chez ceux qui élaborent et mettent en oeuvre la politique économique, qu'ils appartiennent à (ou travaillent pour) des gouvernements libéraux, sociaux-démocrates ou néo-communistes dans les PET ¹⁰. On y perçoit souvent la crainte des décideurs, prolongeant celle des dirigeants communistes dans les dernières années de l'ancien système, d'avoir à affronter le mécontentement de la population, les inégalités économiques, les mouvements sociaux, les résistances régionales, ainsi que les frustrations de certaines couches de la population (qui ont pourtant accompagnés la formation de toutes les économies capitalistes par le passé). Il en résulte une application atténuée, *de facto*, des programmes de stabilisation, d'ajustement structurel et de privatisation (la seule application stricte s'est produite dans l'ex-RDA) induisant à la fois une partie des "retards" dans le processus de transition et de ses distorsions par rapport au modèle initial. Ceci explique à la fois l'absence d'un programme de restructuration systématique (par crainte d'un chômage socialement insoutenable), l'absence de mise en oeuvre des lois sur les faillites (sauf en Hongrie), l'extension de "filets de sécurité" sociaux de plus en plus denses, les négociations salariales tripartites, les concessions faites aux pouvoirs locaux (dont la privatisation par municipalisation des actifs!), et même la privatisation de masse supposée "bénéficier à tous". La conjecture est probable que le retour au pouvoir dans tous les PECO, sauf la République tchèque, et dans la plupart des pays de la CEI, hors Russie, de coalitions gouvernementales auxquelles participent des communistes, accentue cette inertie politico-économique.

L'inertie politico-économique contribue au maintien, pendant la transition, de décisions auxquelles on attribuait naguère l'inefficacité économique de l'ancien système. Par exemple,

¹⁰ Murrell, Dunn, Korsun (1993) expliquent le même phénomène par la persistance d'une "culture de politique économique" (*culture of policy-making*), les décisions présentes de politique économique étant profondément influencées par l'histoire passée de la politique économique (dont avant la transition).

la réticence à faire appliquer la législation sur les faillites aboutit à maintenir en activité des entreprises inefficaces ou obsolètes, c'est-à-dire à reproduire de fait une politique industrielle longtemps reprochée aux dirigeants de l'ancien système. La transition élabore une curieuse économie de marché où l'entrée dans une activité n'est pas facile (positions de monopole, réseaux, etc.) et où la sortie ne peut guère être provoquée pour l'heure ¹¹; il y a là une contrainte héritée de l'ancien système à entrée et sortie impossibles. Ou encore, la politique restrictive du crédit accompagnant la transition devait imposer aux nouvelles banques des critères de sélection des entreprises auxquelles elles ouvrent des crédits; en fait, les banques ont fait payer de plus forts taux d'intérêt aux entreprises performantes afin de provisionner leurs créances douteuses, sélection adverse reproduisant une politique, constante dans l'ancien système, de distribution de subventions aux entreprises inefficaces (à travers le budget) prélevées sur les profits des entreprises rentables. D'ailleurs, bien des entreprises continuent à bénéficier de subventions étatiques ou d'annulations de dettes dans les PET. Les loyers et les tarifs des services publics continuent à être contrôlés en PET, même dans la libérale République tchèque. Quant aux fonds d'investissement ou de privatisation, ils sont "des créatures artificielles de l'administration étatique dont on ne peut attendre qu'ils s'adaptent davantage au marché que les anciens combinats est-allemands ou les unions et associations d'entreprises" (Csaba 1995a) des autres économies planifiées. Il n'est pas jusqu'à la volonté des décideurs économiques dans la transition, désireux d'accélérer les processus et d'atteindre vite des objectifs quantifiés (un nombre d'entreprises privatisées, un niveau donné d'inflation, etc.), qui ne reproduise la démarche de politique économique des anciens planificateurs.

Doit-on conclure au caractère néfaste pour la transition de tous ces facteurs inertiels? Assurément dans l'optique de la théorie économique standard, puisqu'ils retardent l'aboutissement à une véritable économie de marché ou même risquent de compromettre cette issue. Néanmoins, les habitudes et les routines sont parfois considérées, dans l'optique d'une rationalité limitée des agents économiques, comme un moyen de maintenir une allocation équilibrée des ressources dans un système qui tend toujours à se reproduire en dynamique hors de l'équilibre (Day 1995), comme Schumpeter (1935, 1950) l'avait initialement suggéré en distinguant le circuit du "parcours du circuit". Cette remarque invite à explorer ce qu'une approche évolutionniste pourrait apporter à la théorie de la transition post-socialiste.

¹¹ Il n'est donc pas surprenant que l'on constate, surtout dans la CEI, que la plupart des entreprises sont gérées soit par des anciens managers traditionnels de type soviétique, ou par de nouveaux entrepreneurs dont la pugnacité est à la frontière de la criminalité (des deux côtés de la frontière). Voir Cook, Gimpelson (1995).

3. A propos d'une conception évolutionniste de la transition: l'effet de sentier

Un nombre croissant de recherches sur la transition post-socialiste, rejetant la théorie économique standard, s'inscrivent dans un cadre théorique évolutionniste. L'un des thèmes les plus récurrents y est l'effet de sentier (*path dependency*) qui, en soutenant que la trajectoire de la transition est conditionnée par l'histoire passée de chaque économie, n'est finalement pas très éloignée de l'analyse inertielle proposée ci-dessus. Un rapprochement des deux problématiques ne manque pas d'intérêt. L'effet de sentier, en invitant à l'étude des trajectoires économiques nationales, est aussi un point de contact entre l'évolutionnisme et la théorie de la régulation (Boyer 1994, Chavance 1995). Il semble toutefois que la formulation d'un effet de sentier de la transition reste souvent, dans ces recherches, soit un principe assez général, soit une introduction à une analyse descriptive des trajectoires économiques nationales des PET. N'y aurait-il pas lieu de préciser et approfondir l'analyse, sur un plan conceptuel, et à mettre en oeuvre une application de l'effet de sentier plus élaborée, éventuellement formalisée en partie, à la transition post-socialiste? Et ne conviendrait-il pas alors d'intégrer plus étroitement à l'analyse quelques autres concepts évolutionnistes? Après avoir exploré brièvement ces deux questions, il faudra encore se demander en conclusion si une analyse évolutionniste n'est pas menacée de proposer une vision conservatrice du changement de système, à un moment où les PET cherchent tout de même avant tout à rompre avec leur passé d'économies socialistes, même si ce ne doit pas être une rupture construite à partir d'un principe téléologique.

3.1. L'intérêt de l'analyse en termes d'effet de sentier

"L'économie mixte de transition post-socialiste voit le jour à travers une dépression économique de grande ampleur, ce qui va conditionner l'évolution future en vertu du principe de l'effet de sentier" (Chavance 1994). Selon Chavance et Magnin (1995), le *concept d'effet de sentier* se réfère aux éléments évolutionnistes des trajectoires d'un système caractérisé par une auto-organisation opérant hors de l'équilibre. L'expression 'l'histoire compte' est un résumé fréquent du concept. Appliquée au changement de système, l'analyse en termes d'effet de sentier s'intéresse à la dualité de ce qui est hérité du passé et de ce qui se crée de nouveau. Sur ce point les deux auteurs cités divergent de David Stark (1996). Pour celui-ci, se référant à Schumpeter (1928, 1935), l'innovation organisationnelle qui se produit pendant la transition est "une recombinaison, ou une reconfiguration et un réagencement des éléments institutionnels existants". Au contraire, l'analyse doit être complétée par l'observation des formes nouvelles qui ne se réduisent pas à la recombinaison, selon Chavance et Magnin. Une troisième position (Csaba 1996) défend que "le nouveau émerge en parallèle avec le vieux, et non sur les ruines de ce dernier". Pour Murrell (1992a) enfin, "la tenacité du vieux n'apparaît pas seulement dans l'incapacité de détruire les institutions existantes", mais aussi en ce que les orga-

nisations dont on espérait qu'elles changent de comportement dans les conditions de la transition échouent à s'adapter. Par conséquent, il convient de protéger et de maintenir, pendant un certain temps, des éléments de l'ancien système pour éviter l'effondrement de l'économie, y compris le secteur public, en particulier un certain nombre d'anciennes entreprises publiques (Aghion 1993, Andreff 1995b, Csaba 1995b). Les économistes polonais (Dudzinski 1995, Ners 1995) notent d'ailleurs que le secteur public en Pologne s'est ajusté et restructuré beaucoup mieux que prévu. Un programme de transition évolutionniste doit donc combiner la suppression progressive de l'ancien cadre institutionnel avec la promotion d'un nouveau secteur privé et des institutions que l'existence de ce secteur exige, et enfin exposer les institutions existantes à la concurrence des nouvelles.

Les principaux effets de sentier décrits sont la récession des PET, la croissance des arriérés de paiement (inter-entreprises, d'impôt, créances douteuses des banques), la crise budgétaire de l'Etat et une restructuration lente du système productif. Au niveau des faits invoqués, la proximité avec l'analyse inertielle peut être notée. Les formes nouvelles sont, entre autres, les marchés financiers, le marché du logement, les nouvelles entreprises privées créées de toutes pièces, un nouveau pacte social entre employés et dirigeants, des négociations salariales tripartites. Pour ce qui est de la *recombinaison*, l'approche évolutionniste repère des formes hybrides et complexes de propriété croisée entre des partenaires publics et privés dans lesquelles les banques jouent un rôle important, comme résultat des processus de privatisation (Sato 1995). Typiques de la transition. Dans bien des cas, l'ancienne entreprise d'Etat conserve la détention d'actions de contrôle sur des entreprises privatisées (Stark 1992b), au capital desquelles participent aussi des intérêts privés, des banques, des investisseurs étrangers. Ce n'est donc pas une privatisation au sens strict, mais une sorte de secteur *quasi-public*, notamment en Hongrie. En République tchèque la forme hybride est différente, les principaux fonds de privatisation sont contrôlés par les principales banques dont l'Etat reste le principal actionnaire. En Pologne, on n'observe pas encore clairement de propriété mixte, mais la gestion des créances douteuses par les banques conduit à l'émergence de géants industriels ayant des participations croisées (Chavance, Magnin 1995). Dans l'économie de transition coexistent enfin plusieurs modes de coordination de l'économie: l'Etat, les réseaux, les hiérarchies et les marchés. La transition est la transformation de leurs inter-relations, leur recombinaison. L'Etat étant remplacé par l'anarchie, en Russie, dans telle version de l'effet de sentier (Middtun, Svindland 1996).

Dans toutes les approches précédentes, un deuxième pilier de l'analyse est la *complexité* (Stark 1992a) des arrangements institutionnels et organisationnels et donc du changement institutionnel. Dans l'analyse de Murrell (1992a), ce sont des mécanismes d'information, et non d'allocation des ressources, qui font évoluer les systèmes économiques complexes. En s'inscrivant dans le droit fil de Nelson et Winter (1982) - pour qui l'articulation des théories du

comportement individuel et organisationnel repose sur des problèmes d'information - Murrell soutient que tout système dispose d'un stock d'informations et de savoirs tacites individuels ¹², acquis au long du processus historique, et que renferment les institutions et les organisations de ce système. Ce *capital de connaissance* ne peut être éliminé, dès le début de la transition, et pour un temps il convient même de ne pas détruire le capital organisationnel qui lui est associé (Murrell 1992b). Il peut être plus coûteux de restructurer d'anciennes organisations (privatisation des entreprises d'Etat) que d'en promouvoir de nouvelles (entreprises privées créées de toutes pièces). Ners (1995) déplore d'ailleurs que l'accent mis sur la privatisation a détourné des ressources qui auraient été plus utiles pour le développement d'un nouveau *entrepreneurship* privé. La transition est donc un processus complexe de suppression d'éléments cruciaux de l'ancien système, de préservation et d'amélioration de son stock d'information, donc d'une partie de ses organisations (notamment du secteur public dans les PET) et d'apprentissage de nouvelles règles par de nouvelles organisations. L'économie de transition a donc toute chance d'être duale ou mixte pour un temps.

Une troisième idée-force évolutionniste est que la configuration et l'évolution de la transition varient selon les PET en fonction de divers facteurs: le degré de réforme de l'ancien système avant la transition, la politique de stabilisation suivie, le processus politique et social de changement institutionnel (Chavance 1994). Le concept de *trajectoire* traduit l'idée d'évolution-réorganisation-innovation du système dans le temps (Magnin 1996). La trajectoire suivie dépend de chemin parcouru; on retrouve l'effet de sentier. La diversité croissante des *trajectoires nationales* est un fait évident, repérable au-delà des tendances et des problèmes communs (Chavance 1994, Csaba 1996). Parmi les différentes trajectoires possibles à long terme, l'une est sélectionnée par l'accumulation de divers événements qui ont perturbé l'évolution antérieure du système (Chavance, Magnin 1995). Une illustration souvent donnée est que le développement du secteur privé, en Hongrie et en Pologne, dans la dernière décennie du système socialiste, avait déjà commencé à créer une économie mixte, contrairement aux autres économies panifiées. Ces différences initiales expliquent les différences de formes prises par le changement systémique entre ces pays, les différents sentiers de sortie du socialisme d'Etat dépendant (Bruszt 1992, Stark 1992b) de la variété des évolutions nationales passées et des stratégies de privatisation contraintes par l'héritage du passé. Stark propose donc de désagréger l'étude de la transition, voire même de se passer du concept de transition qui est devenu un obstacle à la compréhension des changements dans les PET (Stark 1996). On comprend que, dans cette analyse, les choix des acteurs, y compris en faveur de nouvelles institutions, sont contraints par l'ensemble des institutions existantes (Murrell 1992b), lesquelles influencent l'évolution institutionnelle future. Des exemples illustrant les différences entre les trajectoires

¹² Mais c'est sur l'aspect global, systémique, de ce stock de savoirs tacites qu'insiste Murrell, et non sur les compétences de chaque individu comme le soutient Pelikan (1989, 1995) dans une version plus "individualiste" de l'évolutionnisme.

nationales sont du type suivant. En Pologne, une thérapie de choc fut appliquée au début, mais les conditions politiques ont retardé la privatisation de masse; en Tchécoslovaquie, la thérapie de choc a pris effet après une phase de préparation plus longue qu'en Pologne, mais la privatisation par coupons fut organisée dès 1992. La Hongrie a adopté dès le début une approche plus graduelle de la stabilisation et de la privatisation, optant pour des méthodes occidentales. La stratégie de transition doit être adaptée spécifiquement à chaque PET (Yefimov 1996).

Une quatrième thèse de l'analyse en termes d'effet de sentier est un possible *verrouillage* (*lock-in*) des trajectoires de transformation organisationnelle et institutionnelle des PET dans un sentier de développement capitaliste inférieur ou atypique. La référence permanente est ici l'article de Arthur (1989) montrant que, en rendements croissants, et avec des procédures routinières de sélection dans les activités de haute technologie, des événements historiques insignifiants peuvent engendrer un phénomène d'auto-renforcement d'une trajectoire technologique particulière, mais celle-ci peut éventuellement se trouver verrouillée (*locked-in*) dans un sentier de développement sous-optimal. Un exemple d'un tel verrouillage au niveau organisationnel serait l'auto-renforcement, pendant la transition, du pouvoir des banques en République tchèque contrôlant de fait l'économie du pays et permettant, par leur attitude permissive, la survie d'entreprises non rentables, créant des risques de collusion, et limitant l'entrée et la sortie des firmes (Grosfeld 1994b); la trajectoire tchèque sera désormais dominée par le rôle des banques (Magnin 1996). Au fond, il n'y a pas d'opposition entre ces éléments d'approche évolutionniste et l'analyse inertielle de la transition, plutôt une différence de présentation, tenant aux hypothèses de départ (facteurs inertiels *versus* effet de sentier) d'ailleurs plus complémentaires que contradictoires. Tel évolutionniste (Van Zon 1995) fait même directement dépendre l'effet de sentier dans la transition de l'inertie de l'héritage institutionnel commun à tous les PET.

Percevant le risque de retour à une vision *déterministe* de l'évolution économique que comporte l'analyse de la transition en termes d'effet de sentier, divers auteurs (Hausner *et al.* 1995) considèrent qu'il convient de compléter l'étude des recombinaisons et des nouvelles institutions émergentes par l'observation des *choix stratégiques présents* qui influencent aussi la dynamique de transformation du système. Ceci permet de se débarrasser de l'hypothèse que l'économie post-socialiste pourrait être verrouillée dans une trajectoire spécifique prédéterminée par son ancien développement économique socialiste. La variété des innovations institutionnelles n'est plus alors limitée par les contraintes héritées du passé, comme le soutenait Murrell. Cette variante de l'analyse évolutionniste de la transition propose par conséquent de combiner l'effet de sentier avec le choix du cheminement (*path shapping*) auquel font face les décideurs impliqués dans la transformation du système. Elle se situe donc entre le déterminisme économique de l'effet de sentier et le volontarisme économique de la décision optimale

quant au chemin à suivre qui a inspiré les programmes standards de transition. Ici l'on admet que les choix présents sont décisifs pour l'évolution future, tout en étant contraints par les résultats existants des choix passés. Soit une analyse, selon le mot de Nielsen, Jessop et Hausner, en termes de *path-dependent path-shapping* (choix du cheminement qui dépend de l'effet de sentier). En ce sens, la plupart des institutions sont des combinaisons de plans intentionnels (choix) et de conséquences inintentionnelles - contraintes du passé (Hodgson 1992).

La méthodologie adoptée dans la plupart des travaux appliquant l'effet de sentier à la transition post-socialiste consiste à déceler les trajectoires nationales particulières des différents PET et à identifier les événements susceptibles d'avoir déterminé chaque trajectoire dans leur histoire antérieure d'économies planifiées (pour déceler les "recombinaisons") et dans les premières années de transition (pour repérer l'émergence de formes institutionnelles nouvelles). Cette méthode donne lieu à des analyses institutionnelles assez fines, comparatives (Chavance, Magnin 1995, Hausner *et al.* 1995, Stark 1992b, Van Zon 1995) ou quasi-mono-graphiques (Magnin 1996, Stark 1996), intéressantes mais relativement descriptives. Il en ressort que, malgré les changements institutionnels et l'introduction de nouvelles règles de fonctionnement économique, des fragments de l'ancien ordre économique socialiste, en général "recombinés", survivent dans la transition. Il faut du temps pour que se forment de nouvelles routines, de nouvelles normes de comportement économique et de nouvelles pratiques sociales adaptées au marché. Sans doute parce que des facteurs inertiels sont à l'oeuvre dans la transition. Ici se situe le plus fort point de convergence entre les deux analyses présentées.

3.2. De l'usage des concepts évolutionnistes: une analyse de la transition à affiner

Pour qui n'est pas soi-même un propagateur de l'analyse évolutionniste de la transition post-socialiste, il n'est pas aisé d'évaluer son apport théorique. Nous voudrions avancer ici quelques brèves critiques incitant à affiner cette analyse et à mobiliser davantage de concepts économiques précis de l'évolutionnisme pour tenter de théoriser les mutations en cours dans les PET. Les travaux évolutionnistes sur la transition naviguent entre les deux écueils d'une analyse théorique trop générale (ou vague) de l'effet de sentier et d'une étude très minutieuse, mais assez empirique, des différences entre les trajectoires nationales. La deuxième tendance appelle peu de commentaires, sinon qu'une description comparative des changements institutionnels et des bifurcations différentes empruntées par les PET ne fournira jamais plus qu'une *typologie* des trajectoires. Ce n'est pas sans intérêt, mais on aura en main, au mieux, une *théorie descriptive* des raisons pour lesquelles la transition hors de l'économie socialiste hongroise a conduit à une économie post-socialiste typiquement hongroise. Même résultat pour la Pologne, la République tchèque, etc., chaque PET ayant sa théorie de sa transition (Andreff 1996e). Est-ce bien cela l'objectif d'une théorie de la transition alternative de la théorie économique standard? D'un autre côté, l'analyse conceptuelle de la transition reste trop générale,

au sens que les notions d'effet de sentier, de complexité, de capital organisationnel, de verrouillage ou de *path dependent path-shapping* restent, dans les travaux publiés à ce jour, plutôt des points de repère, des catégories (vastes) servant au cadrage des analyses descriptives ou, au pire, des cris de ralliement entre évolutionnistes (contre le *mainstream*?). Les remarques qui suivent visent à suggérer une plus grande "opérationnalisation" de ces catégories dans l'analyse, de façon à pouvoir utiliser des faits précis et détaillés pour confirmer plus précisément la pertinence des concepts évolutionnistes utilisés.

Commençons par l'effet de sentier et le verrouillage. Une lecture attentive de Arthur (1989) fait voir trois hypothèses cruciales au sujet des processus technologiques. Ces derniers sont supposés *prédictibles*: il y a peu d'incertitude sur les voies moyennes d'évolution¹³, de sorte que l'on a assez d'information pour déterminer les parts de marché des technologies à long terme. Ils sont *flexibles*: une subvention ou une taxe sur l'adoption d'une technologie influence les choix des marchés futurs. Ils sont *non ergodiques* (ou *path dependent*); *ergodiques* signifie que des séquences différentes d'événements historiques affectant une technologie lui ouvrent le *même* marché avec une probabilité égale à un. Il conviendrait d'explicitier si, et en quoi, les processus de changement institutionnel à l'oeuvre dans les PET sont prédictibles et flexibles, avec une signification à préciser. De même, pour pouvoir démontrer qu'un système (une économie en transition) est verrouillé dans une trajectoire de développement sous-optimale, il faut définir la référence qu'est une trajectoire optimale (*path-efficient*), ce que fait Arthur à partir des trois hypothèses précédentes et du critère de choix séquentiel de 'non regret'. Il serait important et opportun de dégager un critère de référence pour comparer à une trajectoire institutionnelle optimale le fait que tel PET est enfermé dans une trajectoire sous-optimale. Il y aurait sans doute lieu de solliciter l'appareil analytique qui se développe dans l'analyse économique des réseaux (Perrot 1995), où l'on trouve non seulement des effets de sentier technologiques découlant du choix de tel ou tel réseau, mais aussi un possible verrouillage dans une technologie inefficace si les consommateurs captifs jugent trop coûteux les "biens systèmes" ou les services fournis après un changement dans le réseau. Quant à l'idée d'irréversibilité, chère à l'analyse évolutionniste de la transition, elle pourrait trouver là une représentation précise, sous forme de *coûts de bifurcation* (*switching costs*) institutionnelle - coûts subis par les consommateurs lors de l'adoption d'un nouveau bien réseau dans l'analyse des réseaux. La comparaison de ces coûts de bifurcation, si on parvient à les repérer et à les mesurer, entre les différents PET serait du plus haut intérêt pour une théorie de la transition post-socialiste. Elle permettrait, par ailleurs, de discuter avec une certaine précision l'hypothèse d'un "retour de système" (*systemic reswitching*) évoquée par Nuti (1996), et indirectement par Csaba (1995b) et Szamuely (1993) lorsqu'ils soutiennent que la transition est un re-

¹³ Dans un travail antérieur (Arthur, Ermoliev, Kaniovski 1985), est développée une théorie des processus Polya non-linéaires, s'appliquant à une suite d'événements discrets et aléatoires, qui présente les théorèmes limites selon lesquels, au sein d'une classe de processus stochastiques, émerge toujours une structure unique du système (il s'agit d'une généralisation de la loi des grands nombres de Borel).

tour à une situation économique non pas pré-socialiste mais pré-capitaliste. Pour Nuti, ce *re-switching* pourrait avoir un avantage par rapport à la transition d'un ancien système vers un nouveau. Cet avantage est que le point d'aboutissement serait alors connu, testé et peaufiné dans le reste du monde, ce qui faciliterait une transformation en douceur, donc probablement à moindre coût. On voit bien apparaître là l'idée implicite d'un coût moindre du "retour" de système comparé aux coûts de bifurcation vers un système entièrement nouveau. L'approche évolutionniste de la transition gagnerait beaucoup en précision à s'emparer de telles questions.

Si l'on se tourne vers l'analyse des trajectoires économiques nationales, plutôt que d'avoir une explication spécifique à chaque PET, ne pourrait-on faire une *théorie de la spécificité* de la transition, ensuite applicable à tous les PET. Ce qui reviendrait à analyser des facteurs communs à tous ces pays, mais qui y provoquent des bifurcations spécifiques à chacun. Ce pourraient être, par exemple, les facteurs inertiels présentés précédemment. En effet, "une vue évolutionniste du changement économique pourrait être mieux conçue comme une hypothèse d'inertie" (Matthews 1984). Les modèles évolutionnistes représentent une combinaison d'éléments constants hérités, "poids morts de l'inertie sociale", et d'éléments de variation (Hirshleifer 1982). Un schéma d'analyse plus précis des trajectoires nationales pourrait ainsi s'inspirer de celui proposé par Weitzman (1993) lorsqu'il s'interroge sur les différences entre le "modèle révolutionnaire" de transition institutionnelle adopté dans les PECO et le "modèle évolutionniste" de la Chine. Selon Weitzman, la théorie standard (des droits de propriété) ne parvient pas à proposer une explication adéquate de ces différences parce qu'elle néglige un élément crucial, à savoir la capacité d'un groupe à résoudre ses conflits potentiels de manière interne, sans règles explicites, lois, droits et procédures (cas chinois). Nommons paramètre λ la capacité d'un groupe à résoudre de manière interne les problèmes de passager clandestin (*free riding*) dans un jeu non coopératif répété de type dilemme du prisonnier. Le théorème du folklore de la théorie des jeux énonce qu'il peut exister à ce jeu répété des solutions dont les résultats sont "comme si" il y avait eu entre les deux joueurs une coopération, une collusion ou des accords contraignants. Ou qu'il peut ne pas en exister. De quoi cela dépend-il? D'un *facteur intangible d'anticipation* dont Weitzman estime qu'il peut légitimement être identifié à l'histoire ou à la culture du groupe de joueurs. C'est le paramètre λ . Il est évidemment différent d'un groupe à un autre et notamment d'une économie nationale à l'autre. Diverses évidences empiriques justifient la proposition générale que l'Asie de l'Est, et notamment la Chine, sont des sociétés où λ est relativement élevé comparé à l'Europe. Du point de vue des analyses évolutionnistes, λ est à la fois à l'origine d'un effet de sentier et de trajectoires spécifiques. D'ailleurs Weitzman souligne que "la valeur de λ est le produit d'un héritage historique *path dependent*" et qu'il "n'y a aucune raison pour que les PECO d'Europe aient tous la même valeur de λ ", d'où les trajectoires nationales différentes. Csaba (1996) ne dit pas autre chose en concluant que l'expérience chinoise montre la pertinence d'une stratégie de transition basée sur des dotations nationales spécifiques et élaborée à partir des traditions et des disponibilités

de facteurs d'un pays donné. La mise en lumière du paramètre λ ne revient évidemment pas à soutenir, avec Hayek (1948, 1960), que l'évolution culturelle va sélectionner systématiquement les règles et les institutions les plus appropriées et engendrer un ordre spontané ¹⁴.

D'autres thèses évolutionnistes n'ont peut-être pas été assez explorées par l'analyse évolutionniste de la transition post-socialiste. Comment réconcilier, par exemple, la thèse selon laquelle faire reposer les décisions sur des règles simples et routinières est un aspect de la minimisation des coûts (Winter 1971) avec l'emphasis permanente des observateurs évolutionnistes de la transition sur la complexité des arrangements et des institutions? Ces observateurs n'explicitent pas quels sont les *processus de sélection* (naturels, autres?) des nouvelles institutions dans les PET, alors que cette question est au coeur des modèles évolutionnistes (Nelson, Winter 1980). Les faits observés dans les PET aujourd'hui font douter de l'hypothèse d'Alchian (1950) selon laquelle ne sont sélectionnés que les plus capables, qu'il s'agisse des individus, des groupes ou des institutions. Si le principe d'adaptation à son environnement externe est bien aux fondements de l'évolutionnisme (Hirshleifer 1982), alors il est urgent que l'approche évolutionniste de la transition construise sa théorie de l'intégration des PET à l'économie mondiale, le mode d'intégration étant sans doute porteur d'effets de sentier et déterminant les trajectoires nationales, au moins pour les petites économies en transition (la majorité d'entre elles). Or, on aura remarqué le relatif silence de Chavance, Magnin, Murrell, Stark à ce sujet. Quant aux processus d'auto-organisation, ils peuvent être formulés aujourd'hui avec beaucoup de précision, et même modélisés en univers incertain de façon à formaliser des situations non optimales (Lesourne 1993). Encore une piste à explorer pour les auteurs évolutionnistes traitant de la transition. L'analyse évolutionniste est fondamentalement concernée par les *fréquences* et la *distribution* des événements, des phénomènes et des comportements, plutôt que par l'étude des propriétés de cas idéaux ou représentatifs privilégiée par la théorie économique standard (Metcalf 1989). Son mode d'explication doit donc reposer sur l'observation des fréquences et des distributions statistiques des événements, élémentaires ou majeurs, fussent-ils institutionnels; c'est le plus solide moyen de faire apparaître les variétés d'un même système ou de sa dynamique (les trajectoires nationales). En particulier, si l'on fait l'hypothèse, avec Sugden (1989), qu'une stratégie "évolutionnairement" stable est un schéma de comportement tel que, s'il est généralement suivi par la population, n'importe quel petit nombre d'individus qui dévierait de ce schéma de comportement auraient de moins bons résultats que les autres. Il semble que l'hypothèse ne soit pas vérifiée pour les PET, surtout pour les pays de la CEI, où ce sont les comportements déviants qui paraissent les mieux rémunérés. Impression à confirmer par des études statistiques. On ne peut que constater la pauvreté des

¹⁴ Vanberg (1986), entre autres, fait remarquer que beaucoup de règles sur lesquelles sont basés les ordres marchands spontanés sont mises en oeuvre par quelque appareil organisé chargé de les faire respecter. C'est même l'une des raisons qui fait du marché une institution (Hodgson 1988).

analyses évolutionnistes de la transition en matière d'observation des fréquences et des distributions statistiques.

Conclusion: facteurs inertiels ou "évolution conservatrice" dans la transition

L'analyse inertielle de la transition met en lumière des facteurs de blocage et des résistances qui empêchent la réussite de stratégies de 'grand bond en avant' impulsées par la téléologie, le volontarisme et le constructivisme. En cela, elle est une critique des programmes économiques standards de transition. Elle met aussi en évidence des conflits, des comportements collusifs ou déviants qui non seulement freinent le déroulement de la transition, mais en distordent le cours et en détournent les objectifs. Par là, elle est critique à la fois de la théorie économique standard qui néglige ces aspects de la transition, et implicitement des pratiques de certains groupes d'intérêts et de décideurs des PET. Elle a enfin pour vocation d'attirer l'attention sur les 'goulots d'étranglement' de la transition, c'est-à-dire les facteurs inertiels, sur la dissolution desquels devraient porter des programmes économiques alternatifs, dans une sorte de 'dialectique' de la transition oscillant entre ce qui résiste et ce sur quoi il est possible d'agir pour sortir du sentier prédéterminé par l'ancien système.

Les auteurs évolutionnistes analysant la transition peuvent-ils revendiquer une telle attitude critique? Il ne semble pas. Celui qui l'a le plus clairement explicité est l'un d'entre eux, Peter Murrell (1992a et c). Il présente en effet comme étant les deux fondements intellectuels de l'évolutionnisme économique, d'une part les théories de Schumpeter (1950), de Nelson et Winter (1982) et de leurs épigones, d'autre part la *philosophie politique conservatrice* qui s'appuie notamment sur un travail de Karl Popper (1971). Dans cet ouvrage, Popper se prononce en faveur d'un changement social au coup par coup (*piecemeal*), voire même en faveur du constructivisme à condition qu'il soit au coup par coup (*piecemeal social engineering*). Cette philosophie politique est désignée par Murrell comme la source des recommandations politiques normatives, en matière de changement de la société, accompagnant l'analyse économique positive évolutionniste. On retrouve en effet dans cette philosophie politique la plupart des thèmes évolutionnistes: la complexité des arrangements sociaux, le rôle supérieur de l'information par rapport à l'allocation des ressources dans l'évolution, l'impossibilité de prévoir¹⁵ et de programmer le changement social, et donc un scepticisme critique à l'égard du constructivisme radical, le poids décisif des savoirs acquis et l'importance des processus d'apprentissage, la productivité supérieure des petits changements sociaux marginaux sur les 'grands bonds en avant' et les révolutions, une préférence pour les petites innovations sur les grandes. La seule divergence claire entre l'économie évolutionniste et la philosophie politique conservatrice est que la première pense l'irréversibilité du changement alors que la seconde prône

¹⁵ "L'une des difficultés de la théorie évolutionniste, à la fois en biologie et dans les systèmes sociaux, est qu'elle n'a pas beaucoup de pouvoir prédictif" (Boulding 1981).

des politiques (économiques) réversibles et critique le constructivisme radical pour sa prétention à créer de l'irréversible par ses programmes de transition (Murrell 1992c). Pour le reste, ne pas changer trop vite la société, les institutions et les organisations est le pendant politique conservateur des thèses économiques de Schumpeter et de ses successeurs qui ne cessent d'insister sur la plus grande inertie des valeurs, des lois et des organisations par rapport à l'innovation proprement économique.

Aborder l'analyse des mutations de l'ancien système soviétique sur la base d'une philosophie politique conservatrice n'est pas sans risque (intellectuel et pratique). Peut-on rompre avec ce système seulement à l'aide de petits changements marginaux? Puisqu'il faut conserver les savoirs acquis et la plupart des institutions existantes, dans un premier temps, cela ne conduit-il pas en fait à coopérer avec les forces économiques et sociales désireuses de maintenir l'ancien système, ou au moins à conserver les positions que celui-ci leur réservaient? Une transition menée sur ces bases, outre le risque d'un potentiel de changement limité, n'a-t-elle pas pour "plus grave danger celui d'un compromis avec les forces de l'ancien système, avec comme résultat que les anciennes structures modèlent les politiques suivies plutôt que l'inverse" ? (Csaba 1995b). Trop d'exemples semblent indiquer que ce danger est omniprésent dans la plupart des pays de la CEI et même dans plusieurs PECO. Sans doute conscient de la difficulté, Murrell (1992c) prend le soin de noter que "le terme conservateur ne désigne pas celui qui est contre le changement, comme il semble qu'on le comprenne en Union soviétique, car le conservatisme concerne les types de changements, non leur existence". D'autres évolutionnistes donnent une réponse de Normand à la question posée par le hiatus entre le conservatisme politique et la nécessité de transformer radicalement l'ancien système, ainsi Irena Grosfeld (1994a) lorsqu'elle affirme le besoin d'une étape initiale de privatisation rapide (de fait constructiviste radicale), afin de créer un nouvel ordre institutionnel et organisationnel, suivie d'un processus évolutionniste de changement plus progressif.

Ces réserves quant à la philosophie politique congrue à l'évolutionnisme économique doivent-elles conduire à réhabiliter la téléologie et le constructivisme? Certes pas. Mais plutôt à analyser les mutations des PET comme une rupture critique d'avec l'économie planifiée socialiste (Andreff 1993c), ce qui impose une analyse critique tant des facteurs inertiels faisant obstacle à cette rupture que des forces (y compris les idées philosophiques mobilisables à cet effet) conservatrices de l'ancien système, ni l'une ni l'autre n'étant assumée pour l'heure par la théorie économique standard appliquée à la transition post-socialiste. Abstraction faite de cette divergence sur le conservatisme, l'analyse inertielle et l'analyse évolutionniste de la transition peuvent sans doute être rapprochées avec intérêt.

Références :

- . Aghion P. (1993), Economic reform in Eastern Europe. Can theory help?, *European Economic Review*, vol. 37.
- . Alchian A.A. (1950), Uncertainty, Evolution and Economic Theory, *Journal of Political Economy*, vol. 58, June.
- . Altmann F.L., Andreff W., Fink G. (1995), Die zukünftige Erweiterung der Europäischen Union in Mitteleuropa, *Südost-Europa*, H. 5, n° 44.
- . Andreff M., Andreff W. (1995), Economic Disintegration in Eastern Europe: Towards a New Integration?, dans B. Dallago, G. Pegoretti, eds., *Integration and Disintegration in European Economies*, Dartmouth, Aldershot.
- . Andreff W. (1992a), Convergence or Congruence between Eastern and Western Economic Systems, dans B. Dallago, H. Brezinski, W. Andreff, eds., *Convergence and System Change: The Convergence Hypothesis in the Light of Transition in Eastern Europe*, Dartmouth, Aldershot.
- . Andreff W. (1992b), French Privatization Techniques and Experience: A Model for Central-Eastern Europe?, dans F. Targetti, ed., *Privatization in Europe: West and East Experiences*, Dartmouth, Aldershot.
- . Andreff W. (1992c), Les contraintes systémiques et les contraintes externes des privatisations, *Revue Internationale de Droit Economique*, n° 3.
- . Andreff W. (1993a), The West's Experience and the East, dans J. van Brabant, ed., *The New Eastern Europe and the World Economy*, Westview Press, Boulder.
- . Andreff W. (1993b), La désintégration économique internationale de l'Europe de l'Est, dans J.L. Mucchielli, F. Célimène, eds., *Mondialisation et régionalisation: Un défi pour l'Europe*, Economica, Paris.
- . Andreff W. (1993c), *La crise des économies socialistes. la rupture d'un système*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- . Andreff W. (1994a), Quand la stabilisation dure... L'hypothèse d'une inflation inertielle en Europe centrale et orientale, *Revue Economique*, vol. 45, n° 3, mai.
- . Andreff W. (1994b), East European Privatization Assessed from West European Experience, *Emergo: Journal of Transforming Economies and Societies*, vol. 1, n°1, Summer.
- . Andreff W. (1994c), Economic Disintegration and Privatization in Central and Eastern Europe, dans L. Csaba, ed., *Privatization, Liberalisation and Destruction: Recreating the Market in Eastern Europe*, Dartmouth, Aldershot.
- . Andreff W. (1994d), Planning Private Ownership: Is the Czechoslovak Solution a Model?, dans UNCTAD and KOPINT-DATORG, *Privatization in the Transition Process: Recent Experiences in Eastern Europe*, United Nations, Geneva.
- . Andreff W. (1994e), De la désintégration à une nouvelle intégration internationale de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, dans M. Lavigne, éd., *Capitalismes à l'Est: un accouchement difficile*, Economica, Paris.
- . Andreff W. (1995a), Le contrôle des entreprises privatisées dans les économies en transition: Une approche théorique, *Revue Economique*, vol. 46, 3, mai.
- . Andreff W. (1995b), éd., *Le secteur public à l'Est. Restructuration industrielle et financière*, Editions L'Harmattan, Paris.
- . Andreff W. (1996a), Les perspectives d'intégration européenne des pays d'Europe centrale et orientale: quelle adaptation des échanges agricoles?, *Chambres d'Agriculture*, n° 841, février.
- . Andreff W. (1996b), Some Thoughts on the Possible Contribution of the Economies in Transition to the Rehabilitation of Demand, in J.M. Fontaine, J. Halévi, eds., *The Rehabilitation of Demand. Finance, Trade and Technology* (forthcoming).
- . Andreff W. (1996c), De la nature de la mutation de système économique à l'Est: ou comment l'analyse théorique de la situation de départ conditionne les politiques économiques de la transition, dans *Mélanges en l'honneur de Henri Bartoli*. (à paraître).
- . Andreff W. (1996d), Industrial Transformation in Central-Eastern European and East-Asian Countries: Should the State Withers Away?, in J. Henderson, K. Balaton, G. Lengyel eds., *Look East? Industrial Transformation in Eastern Europe in the Light of the East Asian Experience*, Routledge (forthcoming).
- . Andreff W. (1996e), Un bilan après cinq ans de mutation économique en Europe de l'Est: quelle interprétation?, *Actuel Marx Confrontation, L'ordre capitaliste*, Presses Universitaires de France, Paris.
- . Andreff W. (1996f), Corporate Governance of Privatized Enterprises in Transforming Economies: A Theoretical Approach, *MOCT-MOST*, 2-1996.
- . Andreff W. (1996g), Possible Tendencies of Development of Visegrad Countries in 1995-2000, with Special Regards to Convergence Criteria, dans GKI Economic Research, *Studies on strategic possibilities of the Hungarian economy during the period 1995-2000, with special attention to the fulfilment of the convergence criteria of the Treaty of Maastricht*, Budapest.

- . Andreff W. (1996h), Les économies des pays de l'Europe centrale et orientale et l'Union européenne: quelle convergence? dans B. Chavance, J.P. Faugère *et alii*, eds., *Convergences et divergences en économie ouverte* (à paraître).
- . Andreff W., Bascunana G., Fuster J. (1996), *Belarus Industrial Policy for Export Promotion*, TACIS, Ministry of Economy of Belarus, Minsk.
- . Andreff W., Radygin A., Malginov G. (1996), The typical ownership of Russian enterprises: main investors and corporate governance, TACIS-PROMETEE, Institute for the Economy in Transition, Moscow (forthcoming).
- . Arthur W.B. (1989), Competing Technologies, Increasing Returns, and Lock-In by Historical Events, *Economic Journal*, vol. 99, March.
- . Arthur W.B., Ermoliev Yu.M., Kaniovski Yu. M. (1987), Path-Dependent Processes and the Emergence of Macro-Structure, *European Journal of Operational Research*, vol. 30, 3, June.
- . Augier P. (1995), *Une proposition d'approche des problèmes macro-économiques posés par la transformation des économies planifiées*, Thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille II.
- . Badhuri A., Laski K., Levick F. (1993), Transition from the command to the market system: what went wrong and what to do now? Report of the Vienna Institute for Comparative Economic Studies, Vienna, March.
- . Benini R. (1995), Le rôle des banques dans le changement des structures de propriété en Russie, dans W. Andreff (1995b).
- . Bensimon G. (1996), *Essai sur l'économie communiste*, L'Harmattan, Paris.
- . Boeri T. (1994), "Transitional" unemployment, *Economics of Transition*, vol. 2, 1.
- . Bonnaz H., Courtot N. (1994), L'ouverture des pays d'Europe centrale et orientale a bénéficié à l'Union européenne, *Economie et Statistique*, n° 279-280.
- . Boulding K.E. (1981), *Evolutionary Economics*, Sage Pub., Beverly Hills.
- . Boyer R. (1994), Quelles réformes à l'Est? Une approche régulationniste, *Problèmes économiques*, n° 2.374, 4 mai.
- . Brada J.C., King A.E. (1992), Is There a J-Curve or the Economic Transition from Socialism to Capitalism?, *Economics of Planning*, vol. 25, 1.
- . Braudel F. (1967), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris.
- . Bruszt L. (1992), Transformative Politics in East Central Europe, *East European Politics and Societies*, vol. 6, 1.
- . Carlin W., Van Reenen J., Wolfe T. (1994), Enterprise Restructuring in the Transition: An Analytical Survey of the Case Study Evidence from Central and Eastern Europe, *EBRD Working paper*, n° 14, July.
- . Chavance B. (1994), *La fin des systèmes socialistes*, L'Harmattan, Paris.
- . Chavance B. (1995), Réforme du socialisme et conversion au marché: les voies centre-européennes, dans R. Boyer, Y. Saillard, eds., *Théorie de la régulation. Etat des savoirs*, La Découverte, Paris.
- . Chavance B., Magnin E. (1995), The Emergence of Various Path-dependent Mixed Economies in Post-Socialist Central Europe, *Emergo: Journal of Transforming Economies and Societies*, vol. 2, n° 4, Autumn.
- . Chavigny R. (1996), *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*, L'Harmattan, Paris.
- . Cook L.J., Gimpelson V.E. (1995), Exit and Voice in Russian Managers' Privatisation Strategies, *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 7.
- . Coricelli F., Revenga A. (1992), Wage Policy During the Transition to a Market Economy, *World Bank Discussion Papers*, n° 158, July.
- . Csaba L. (1995a), Privatisation and Distribution in Central and Eastern Europe: Theory from Evidence, *KOPINT-DATORG Discussion Papers*, n° 32, October.
- . Csaba L. (1995b), *The Capitalist Revolution in Eastern Europe. A Contribution to the Economic Theory of Systemic Change*, Edward Elgar, Aldershot.
- . Csaba L. (1996), The Political Economy of the Reform Strategy: China and Eastern Europe Compared, *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 8, 1.
- . Day R.H. (1995), Rationality, Entrepreneurship and Institutional Evolution, *Revue Economique*, vol. 46, 6, novembre.
- . DeBardeleben J. (1995), Attitudinal Factors and Transformation of the Russian Enterprise, paper presented to the V World Congress for Central and Eastern European Studies, Warsaw, August.
- . Dembinski P.H., Morisset J. (1990), Les politiques de stabilisation du FMI: une tentative d'évaluation pour l'Amérique latine et l'Europe de l'Est, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, XXI, 4.
- . Dobb M. (1948), *Soviet Economic Development since 1917*, Routledge & Kegan, London.
- . Dobb M. (1971), *Etudes sur le développement du capitalisme*, Maspero, Paris.
- . Dolgopiatova T. (1995), Russian Industrial Enterprises in Transition: Behavioral Features and Determinants, paper presented to the V World Congress for Central and Eastern European Studies, Warsaw, August.
- . Dudzinski A. (1995), Le secteur public en Pologne après quatre années de transition, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol. 26, 2, juin.
- . Edwards S. (1989), The International Monetary Fund and the developing countries: A critical evaluation, *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 31.

- . Gowdy J.M. (1985), Evolutionary Theory and Economic Theory: Some Methodological Issues, *Review of Social Economy*, vol. 43, 3, December.
- . Grosfeld I. (1994a), The Paradox of Transformation: An Evolutionary Case for Rapid Privatization, dans Wagener (1994).
- . Grosfeld I. (1994b), Financial Systems in Transition: Is There a Case for a Bank Based System?, CEPR Discussion paper, n° 1062, November.
- . Grossman G. (1994), What was - is, will be - the Command Economy?, *MOCT-MOST*, vol. 4, 1.
- . Hanson P., Teague E. (1992), The Comparative Political Economy of Employment Policies in Mutant Economies: the USSR, Russia and East-Central Europe, EACES, Trento, March.
- . Hausner J., Jessop B., Nielsen K. (1995), eds., *Strategic Choice and Path-Dependency in Post-Socialism. Institutional Dynamics in the Transformation Process*, Edward Elgar, Aldershot.
- . Hayek F.A. (1948), *Individualism and Economic Order*, Chicago University Press.
- . Hayek F.A. (1960), *The Constitution of Liberty*, Routledge (London) and Chicago University Press.
- . Herr H., Tober S., Westphal A. (1994), *Macroeconomic Problems of Transformation*, Edward Elgar, Aldershot.
- . Hirshleifer J. (1982), Evolutionary Models in Economics and Law: Cooperation versus Conflict Strategies, *Research in Law and Economics*, Jai Press, vol. 4.
- . Hodgson G.M. (1988), *Economics and Institutions*, Polity Press, Oxford.
- . Hodgson G.M. (1992), The Evolution of Socio-Economic Order in the Move to a Market Economy, "Transformation Processes in Eastern Europe - Challenges for Socio-Economic Theory" *Seminar Papers*, n° 17, Cracow Academy of Economics, June.
- . Kolodko G. (1993), Stabilization, Recession and Growth in a Post-socialist Economy, *MOCT-MOST*, 1.
- . Kolodko G. (1994), Perverse Effect of Fiscal Adjustment in Transition Economies, dans Wagener (1994).
- . Kolodko G. (1996), *Poland 2000: The New Economic Strategy*, Poltext, Warszawa.
- . Kornai J. (1980), *Economics of Shortage*, North Holland, Amsterdam.
- . Kornai J. (1990), *Du socialisme au capitalisme. l'expérience de la Hongrie*, Gallimard.
- . Kornai J. (1992), *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Clarendon Press, Oxford.
- . Kornai J. (1994), Transformational Recession: The Main Causes, *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, 1.
- . Kornai J. (1996), Paying the Bill for Goulash-Communism. Hungarian Development and Macro Stabilization in a Political-Economy Perspective, *Discussion Paper* n° 23, Collegium Budapest, Institute for Advanced Studies.
- . Köves A. (1993), Hungary: What Comes after Stagnation, *MCCT-MOST*, vol. 3, 3.
- . Kregel J., Matzner E., Grabher G. (1992), eds., *The Market Shock: An Agenda for the Economic and Social Reconstruction of Central and Eastern Europe*, Austrian Academy of Sciences, Vienna.
- . Lavigne M. (1995a), *The Economics of Transition. From Socialist Economy to Market Economy*, Macmillan, London.
- . Lavigne M. (1995b), Le modèle du FMI et la transition vers le marché, Colloque "Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est", IRM, Paris, novembre.
- . Lemoine F. (1995), La dynamique des exportations des PECO vers l'Union européenne, *Economie internationale*, n° 62, 2e trimestre.
- . Lesourne J. (1993), Self-Organization as a Process in Evolution of Economic Systems, dans R.H. Day, Ping Chen, eds., *Nonlinear Dynamics and Evolutionary Economics*, Oxford University Press, Oxford.
- . Lipton D., Sachs J. (1990), Creating a Market Economy in Eastern Europe, *Brookings Papers on Economic Activity*, 1.
- . Lipton D., Sachs J. (1993), Remaining Steps to a Market-Based Monetary System in Russia, dans A. Aslund, R. Layard, eds., *Changing the Economic System in Russia*, Pinter, London.
- . Magnin E. (1996), La trajectoire tchèque de transformation économique post-socialiste: une approche par la complexité, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, 27, 1, mars.
- . Matthews R.C.O. (1984), Darwinism and Economic Change, dans D.A. Collard, N.H. Dimsdale, C.L. Gilbert, D.R. Helm, M.F.G. Scott, A.K. Sen, eds., *Economic Theory and Hicksian Themes*, Clarendon Press, Oxford.
- . McDermott G.A. (1994), Renegotiating the Ties that Bind. The Limits of Privatization in the Czech Republic, *WZB working paper*, Berlin.
- . Menshikov S. (1994), State Enterprises in Transition, *Transitions*, vol. 35, 1.
- . Metcalfe S. (1989), Evolution and Economic Change, dans A. Silberston, ed., *Technology and Economic Progress*, Macmillan, London.
- . Midttun A., Svindland E. (1996), The Political Economy of Economic Transition, *Emergo: Journal of Transforming Economies and Societies*, vol. 3, 1, Autumn.
- . Mordacq P. (1995), La BERD: mode d'emploi d'une nouvelle institution internationale, *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 402, septembre.
- . Murrell P. (1990), 'Big Bang' versus Evolution: East European Economic Reforms in the Light of Recent Economic History, *PlanEcon Report*, VI (26), June.
- . Murrell P. (1991a), Can Neoclassical Economics Underpin the Reform of Centrally Planned Economies?, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, 4.

- . Murrell P. (1991b), Public Choice and Socialism, *Journal of Comparative Economics*, vol. 14, 2.
- . Murrell P. (1992a), Evolutionary and Radical Approaches to Economic Reforms, *Economics of Planning*, vol. 25, 1.
- . Murrell P. (1992b), Evolution in Economics and in the Economic Reform of the Centrally Planned Economies, dans C. Clague, G.C. Raussor, eds., *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, Blackwell, Oxford.
- . Murrell P. (1992c), Conservative Political Philosophy and the Strategy of Economic Transition, *East European Politics and Societies*, vol. 6, 1, Winter.
- . Murrell P., Dunn K.T., Korsun G. (1993), The Culture of Policy Making in the Transition from Socialism: Price Policy in Mongolia, University of Maryland, doc. mimeo.
- . Nelson R.R., Winter S.G. (1980), Firm and Industry Response to Changed Market Conditions: An Evolutionary Approach, *Economic Inquiry*, vol. 18, 2, April.
- . Nelson R.R., Winter S.G. (1982), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard University Press, Cambridge, Mas.
- . Neshchadin A. et alii (1995), *Lobbyism in Russia: It's Been a Long Way*, The Expert Institute of the Russian Union of Industrialists and Entrepreneurs, Informat, Moscow, March.
- . Ners K.J. (1995), Privatisation (from Above, Below, or Mass Privatisation) versus Generic Private Enterprise Building, *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 7, 1.
- . Nove A. (1969), *An Economic History of the USSR*, Penguin Books, Harmondsworth.
- . Nove A. (1994), A Gap in Transition Models? A Comment on Gomulka, *Europe-Asia Studies*, vol. 46, 5.
- . Nuti D.M. (1995), 'Corporate governance' et actionnariat des salariés, *Economie internationale*, n° 62.
- . Nuti D.M. (1996), Post-Communist Mutations, *Emergo: Journal of Transforming Economies and Societies*, vol. 3, 1, Autumn.
- . OCDE (1994), *Tendances et politiques des privatisations*, vol. II, n° 1, Paris.
- . Pelikan P. (1989), Evolution, Economic Competence and the Market for Corporate Control, *Journal of Economic Behaviour and Organization*, 12.
- . Pelikan P. (1995), Les entreprises d'Etat après le socialisme: pourquoi et comment les privatiser rapidement, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol. 26, 2, juin.
- . Perrot A. (1995), Ouverture à la concurrence dans les réseaux, *Economie et prévision*, n° 119.
- . Popper K. (1971), *The Open Society and Its Enemies*, Princeton University Press.
- . Portes R. (1993), ed., *Economic Transformation in Central Europe: A Progress Report*, European Communities and CEPR, Brussels and London.
- . Portes R. (1994), Transformation traps, *Economic Journal*, vol. 104, September.
- . Preobrajensky E. (1926), *La Nouvelle Economique*, Etudes et Documentation Internationales, Paris 1965.
- . Rizopoulos Y. (1995), Groupes d'intérêt, action publique et dynamique industrielle, dans W. Andreff (1995b).
- . Roland G. (1993), The Political Economy of Restructuring and Privatization in Eastern Europe, *European Economic Review*, vol. 37, 2/3, April.
- . Roland G. (1994), The role of political constraints in transition strategies, *Economics of Transition*, vol. 2, 1.
- . Sachs J. (1993), *Poland's Jump into the Market Economy*, The MIT Press, Cambridge (Mass) and London.
- . Sachs J. (1995), Consolidating Capitalism, *Foreign Policy*, Spring.
- . Sapir J. (1993), Formes et nature de l'inflation, *Economie internationale*, n° 54, 2e trimestre.
- . Sapir J. (1995), L'inflation en Russie: inadéquation des politiques de stabilisation et spécificité du processus inflationniste, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol. 26, 2, juin.
- . Sato T. (1995), How Extensive Has the Transition to a Market Economy Been?: Economic Policies of the First Four Years of Transition Reconsidered, *MOCT-MOST*, vol. 5, 1.
- . Schumpeter J. (1928), The Instability of Capitalism, *Economic Journal*, vol. 38, September.
- . Schumpeter J. (1935), *Théorie de l'évolution économique. Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Dalloz, Paris.
- . Schumpeter J. (1947), The Creative Response in Economic History, *Journal of Economic History*, vol. VII, 2, November.
- . Schumpeter J. (1950), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris 1972.
- . Sgard J. (1995), Entre droit et marché: les révolutions légalistes à l'Est, *Esprit*, mai.
- . Stark D. (1992a), The Great Transformation? Social Change in Eastern Europe, *Contemporary Sociology*, 21, 3, May.
- . Stark D. (1992b), Path Dependence and Privatization Strategies in East Central Europe, *East European Politics and Societies*, n° 2.
- . Stark D. (1995), Not by Design: The Myth of Designer Capitalism in Eastern Europe, dans J. Hausner, B. Jessop, K. Nielsen, eds.
- . Stark D. (1996), Recombinant Property in East European Capitalism, *American Journal of Sociology*, 101, 4, January.
- . Sugden R. (1989), Spontaneous Order, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 3, 4, Fall.
- . Szamuely L. (1993), Transition from State Socialism: Whereto and How?, *KOPINT-DATORG Discussion Papers*, n° 12, March.
- . UNECE (1995), *Economic Bulletin for Europe*, vol. 47.

- . Vanberg V. (1986), Spontaneous Market Order and Social Rules: A Critical Examination of F.A. Hayek's Theory of Cultural Evolution, *Economics and Philosophy*, vol. 2, 1, April.
- . Van Zon H. (1995), Reflection on Variety of Path Dependence in Central and Eastern Europe, *Emergo. Journal of Transforming Economies and Societies*, vol. 2, 3, Summer.
- . Wagener H.J. (1994), ed., *The Political Economy of Transformation*, Physica Verlag, Heidelberg.
- . Wawrzyniak B., Bieganski L. (1992), *Difficult Change: Corporate Behaviour in the Process of Reforms*, Friedrich Ebert Stiftung, Warsaw.
- . Weitzman M.L. (1993), Economic transition. Can theory help?, *European Economic Review*, vol. 37.
- . Winter S.G. (1971), Satisficing, Selection and the Innovating Remnant, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 85, 2, May.
- . World Bank (1996), *From Plan to Market*, World Development Report 1996, Washington.
- . Wyplosz C. (1993), After the honeymoon. On the economics and politics of economic transformation, *European Economic Review*, vol. 37.
- . Yefimov V. (1996), Approche institutionnelle pour l'analyse de la transition: cas du commerce alimentaire en Biélorussie et de l'agriculture au Kazakhstan Nord, ROSES, Grenoble.

Tableau 1 - Brefs indicateurs structurels des PECO (en %)

Pays (*)		Agriculture	Industrie	BTP	Services	Privé (°)	Public (°)
Bulgarie	a	17,7	51,3	(+)	31,0	7	93
	b	10,4	46,5	(+)	43,1	40	60
Hongrie	a	12,6	40,8	5,6	41,0	13	87
	b	7,4	40,3	5,3	47,0	55	45
Pologne	a	8,4	46,5	9,2	35,9	28	72
	b	7,4	40,1	8,6	43,9	55	45
Rép. tchèque	a	7,2	52,5	8,3	32,0	4	96
	b	5,6	57,3	6,3	30,8	65	35
Roumanie	a	18,0	48,2	5,7	28,1	13	87
	b	18,9	44,7	4,3	32,1	35	65
Slovaquie	a	7,4	52,3	9,3	31,0	4	96

(*) Le poids des secteurs est en pourcentage du produit national.

(+) Englobé dans l'industrie.

(°) Poids dans le PIB du secteur privé et du secteur public: a = 1989, b = fin juin 1994.

a = 1990; b = 1992.

Sources : BERD et United Nations Economic Commission for Europe.

Tableau 2 - Les grandes privatisations dans les PECO: bilan en 1994

Pays	BUL	EST	HON	LET	LIT	POL	Rép Tch	ROU	SLO
Total GEE (1)	3500	260	1847	650	4700	8200	3500	7100	1265
Ventes (2)	79	141	754	29	6	105	n.d.	6	361
Masse (3)	0	0	2	0	2436	0	1660	0	503
Participation(4)	0	19	422	102	1265	674	n.d.	251	n.d.
Offres pub. (5)	0	0	57	0	0	11	n.d.	2	0
Liquidation	0	12	481	0	0	1082	400	0	n.d.
Autres privatis.	0	0	0	0	0	243	2318	0	135
Reste	3421	88	131	519	993	6085	n.d.	6843	266
en % du total	97,7	33,8	7,1	79,8	21,1	74,2	n.d.	96,4	21,0

(1) Nombre total des grandes entreprises d'Etat avant les privatisations.

(2) Ventes directes, enchères, appels d'offre

(3) Privatisation de masse par distribution de coupons.

(4) Participation au capital des managers et employés.

(5) Introduction en bourse par offres publiques de vente.

Source : OCDE (1994).

**Tableau 3 - Les échanges extérieurs par produits dans les PECO
et dans les pays de l'UE**

Exportations en %	Des PECO vers l'UE		Des pays baltes (+)		De l'UE (+)
	1988	1993	1993	1995 (*)	1991
Agricoles et alimentaires	7,4	8,8	16,4	16,3	10,4
Energie, matières premières	2,7	1,9	19,0	8,2	6,5
Produits chimiques	3,1	4,0	6,0	9,5	12,3
Produits manufacturés	80,7	72,6	36,9	50,0	30,7
Machines et équipements	3,6	9,0	21,7	16,0	38,7
Divers	2,5	3,7	0	0	1,4
Importations en %	Des PECO de l'UE		Des pays baltes (+)		De l'UE (+)
	1988	1993	1993	1995 (*)	1991
Agricoles et alimentaires	18,2	10,7	9,2	11,2	10,4
Energie, matières premières	2,4	2,3	37,2	19,2	13,8
Produits chimiques	11,2	9,1	6,5	9,5	10,0
Produits manufacturés	45,4	46,5	25,5	33,7	30,4
Machines et équipements	14,3	21,8	21,6	26,4	33,9
Autres	8,5	9,6	0	0	1,5

(+) Structures des exportations et importations totales, toutes zones.

(*) Premier semestre.

Sources : OCDE, United Nations Economic Commission for Europe et Lemoine (1995).